

éduquer

tribune laïque n° 138 mai 2018

Publication de la Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente asbl



DOSSIER

Mai 68, un «vieux monde» derrière nous?

actu

Blocages et grèves: les étudiant.e.s français.e.s en colère

santé

Enfant en surpoids: comment réagir face aux moqueries à l'école?

sciences

La Grande Ourse ressemble-t-elle à une grande ourse?

Sommaire



Éditorial		
Pilarisation: une histoire du passé?		p 3
Focus		
Les coups de cœur de la Ligue		p 4
Coup de crayon		
Dessin d'Adrien Herda		p 6
Actualité		
Blocages et grèves: les étudiant.e.s français.e.s en colère		p 7
Dossier: MAI 68, UN «VIEUX MONDE» DERRIÈRE NOUS?		p 10
Le marché a récupéré les valeurs de liberté et d'autonomie		p 12
Élections, piège à cons?		p 14
L'université est moins démocratique aujourd'hui		p 17
Pour aller plus loin		p 20
Bonnes pratiques		
Le concours de plaidoirie: Tribun(s) de la Plaide		p 21
Société		
C'est l'heure des papas!		p 23
Santé		
Enfants en surpoids: comment réagir face aux moqueries de l'école?		p 26
À la Ligue		
La formation des enseignant.e.s, aujourd'hui et demain!		p 29
Sciences		
Constellations: la Grande Ourse ressemble-t-elle à une grande ourse?		p 31

éduquer

est édité par



de l'Enseignement et de l'Éducation permanente asbl

Rue de la Fontaine, 2
1000 Bruxelles

Éditeur responsable
Roland Perceval

Direction
Patrick Hullebroeck

Coordinatrice de la revue
Juliette Bossé

Mise en page
Éric Vandenneede
assisté par Juliette Bossé

Réalisation
mmteam sprl

Ont également collaboré
à ce numéro :

Roland Perceval
Marie Versele
Juliette Bossé
Maud Baccichet
Adrien Herda
Jérémy Claeys
Martine Vandemeulebroucke
Marc Jacquemain
Marinn Trefois
Maggy Roels
François Chamaraux
Patrick Hullebroeck
Abdel de Bruxelles
Julie Gillet
Thibaut Bierny

Couverture

Jérémy Claeys est un illustrateur Belge travaillant et résidant en région parisienne. Passionné par la communication, il aime créer des images conceptuelles. Il a déjà travaillé pour des revues comme XXI, Télérama ou encore Causette.



Roland Perceval, président de la Ligue

Pilarisation: une histoire du passé?

La pilarisation a fait les beaux jours de notre vie politique, sociale, économique, pédagogique, syndicale, médicale, philosophique, journalistique, mutuelliste... j'en passe certainement. Donc, en résumé, de toute la structure de la société belge et ce depuis pratiquement la création des partis à l'approche de la moitié du XIX^e siècle.

Les trois grands piliers issus de l'histoire sont les piliers libéral, catholique et socialiste. Je vous laisse le soin de placer les composantes énoncées ci-dessus dans chacune de ces trois segmentations de notre organisation belge.

Bien sûr, de nouveaux acteurs sont apparus dans la vie politique, les réformes successives de l'État, mais sans remettre en question ce découpage.

Ce dernier trouve fondamentalement sa base dans une opposition philosophique: une vision chrétienne de la société et une vision laïque de celle-ci.

Je relèverai uniquement la composante «enseignement». Il est curieux de constater que dès que l'on touche à l'aspect philosophique en matière d'enseignement, les tenants de l'enseignement catholique nous renvoient dans les cordes en nous traitant de passésistes, de brontosaurus; leurs déclarations sont claires: *«vous êtes dépassés, on n'en est plus là avec ces vieilles querelles, il faut plus d'ouverture, allons de l'avant, oublions ces conflits d'un autre âge...»*

Je veux bien, mais que constate-t-on dans les faits? Un enseignement catholique dominant qui, via son organe principal, le SeGEC, dicte sa loi à tout l'enseignement: le cdH revendique depuis quelques législatures

le poste de Ministre de l'Éducation alors que ce dernier est Pouvoir organisateur de l'Enseignement de la Communauté française! Le Pacte d'excellence est nettement guidé par le SeGEC, l'enseignement catholique n'organise pas le cours d'EPC sous la forme prescrite pour l'enseignement officiel sous couvert de sa liberté, l'Université catholique de Louvain et l'Université St Louis se rapprochent (ne pouvant fusionner selon les décrets) et s'étonnent que l'ULB réagisse. Quand on parle, à titre de provocation peut-être (mais venant de personnalités de premier plan de la société belge), d'une fusion ULB-UCL, tout de suite on en revient au clivage habituel! N'est-ce pas le SeGEC qui reconnaissait, il y a quelques temps, que le «pilier» sur lequel il s'appuyait fermement était l'Eglise et ses évêques...?

Alors, que l'enseignement catholique abandonne une fois pour toutes cette hypocrisie qui enterre la pilarisation: elle est toujours là, et bien là dans son esprit et dans ses actions. Le jour où il admettra que la solution du réseau unique pour l'enseignement obligatoire est la seule qui puisse sauver notre enseignement alors on pourra, en matière d'enseignement, enterrer la pilarisation. Mais ce n'est pas pour demain.

À quand un Ministre indépendant du Parti Catholique qui ne dit pas son nom: le cdH! À quand une politique vraiment ouverte et basée sur des valeurs humanistes et non construites sur des «usines à gaz» telles que le Pacte d'excellence, émanation directe du cdH porté par la Ministre Milquet et relayé par la Ministre Schyns?

La Ligue le dit haut et fort: la pilarisation est plus que jamais d'actualité en matière d'enseignement parce qu'elle est la volonté des tenants de l'enseignement catholique et de ses relais.

L'avenir est sombre si les défenseur.se.s de l'enseignement officiel et à terme du réseau unique ne se lèvent pas pour dire: assez!

1. Jusqu'à plus ample informé, c'est le terme de la Constitution, et pas la dénomination FWB...

Retrouvez tous nos **articles** et

l'**actualité** de la Ligue sur le site

ligue-enseignement.be

la ligue

Je m'abonne à Éduquer

Vous êtes enseignant.e, direction d'école, parent, ou tout simplement intéressé.e par les questions d'éducation et d'enseignement?

Pour seulement **25 €** par an, retrouvez, **chaque mois**, les informations sur l'actualité de l'enseignement sélectionnées pour vous par la Ligue et des analyses approfondies sur les questions éducatives!

En mai, fais ce qu'il te plait

Si l'on en croit l'adage, mai est, de tous les mois de l'année, le plus irrégulier. N'invite-t-il pas chacun à faire ce qui lui plait, c'est-à-dire, n'est-il pas, tout entier, tourné vers le plaisir? Et plus encore, n'incite-t-il pas chacun, à faire ce qu'il juge bon de faire?

Pour le sage épicurien de l'Antiquité, le plaisir et l'absence de déplaisir sont causes du bonheur. En celui-ci réside le sens de l'existence humaine car tous les êtres humains cherchent inlassablement le bonheur.

Il y a 50 ans, en mai 68, un peu partout dans le monde, en France, mais aussi en Amérique latine, aux Etats-Unis et ailleurs en Europe, la jeunesse se révolta contre les rigidités de la société sclérosée qui étouffait sa soif de vivre et de s'épanouir. Bien vite, elle fut rejointe par un large mouvement social, - dans l'éducation, les services publics et les entreprises -, qui contestait le caractère mortifère du capitalisme et de l'organisation de la société.

Avec le recul du temps, la dimension idéologique des débats qui fleurirent à l'époque s'est effacée et, ce qui perdure dans les mémoires, c'est l'aspiration à une vie humaine plus accomplie, que la contestation des jeunes exprimait.

Aujourd'hui encore, de l'autre côté de l'Atlantique, c'est la jeunesse qui, au nom de la vie et de la revendication à une existence pleinement humaine, organisa à la fin du mois de mars dernier, les grandes manifestations contre le lobby des armes aux États-Unis. Mais plus largement, de partout et dans toutes les sociétés, s'exprime aussi le détachement d'une partie de la jeunesse vis-à-vis d'une société et d'un système économique qui saccagent la planète et empêchent les individus et les peuples d'accéder à un bonheur authentique.

Il n'est sans doute pas de motivation plus légitime à se dresser contre l'oppression, quelle qu'en soit la forme, que l'aspiration à être heureux. C'est qu'il est sage de se révolter quand la révolte se fait école du bonheur.

Patrick Hullebroeck, directeur

Expo

Mouvement(s)

Du 6 mars au 12 juin, Art'mazone présente la cinquième édition de «Mouvement(s)». À cette occasion, quatre femmes artistes seront exposées dans les couloirs de la Maison Amazone autour du thème du mouvement. Comment est-ce que les corps bougent? Qu'est-ce qu'un mouvement? Qu'est-ce qui nous met en mouvement? Olympe Tits, Cécile Guillaume et Simona Soledad, toutes trois danseuses et photographes, ainsi que Delphine Dupuy, dessinatrice, apporteront chacune leurs réponses à ces questions.

Plus d'infos: 6 au 12 juin 2018 à la Maison Amazone.

Site internet: www.amazone.be



Chiffre

Chaque année, le Belge jette en moyenne 345kgs de nourriture par an, là où la moyenne européenne fait état de 176 kilos. Ce qui représente donc 1kg de nourriture jetée par jour et par personne. Des chiffres alarmants!
Source: www.lesoir.be, le 13 mars 2018.



Expo

«ICE Age»- Retour vers le passé

Partez en expédition polaire pour mieux comprendre les forces qui ont régi notre planète durant le dernier million d'années. Glacier, toundra, mammouth... ICE Age remonte le temps jusqu'aux glaciations qui ont façonné nos paysages et la vie de nos ancêtres.

Plus d'infos: Jusqu'au 8 janvier 2019 au Musée de la Forêt et des Eaux - Domaine de Bérinzenne à Spa.

Site internet: www.berinzenne.be



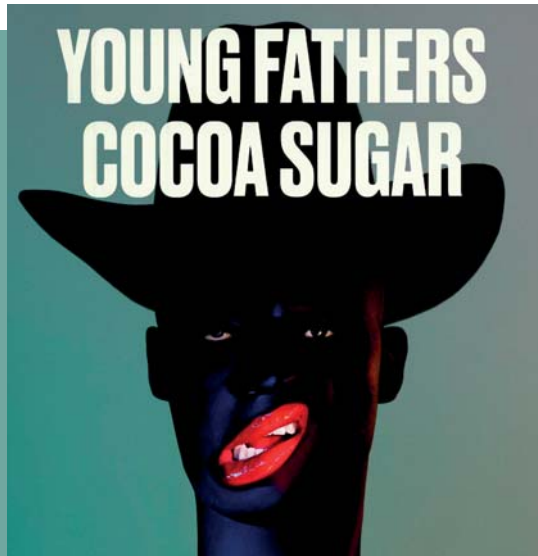
Citation



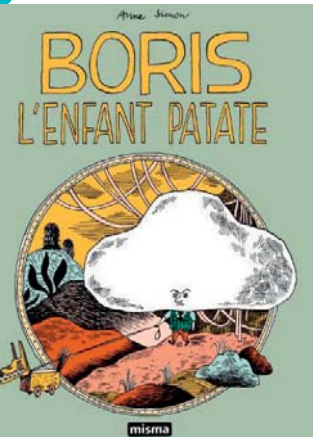
Musique

Cocoa Sugar - Young Fathers

Young Fathers, groupe contestataire au style indéfinissable, nous offre une 3^e galette riche en émotions. Avec *Cocoa Sugar*, le trio écossais explore ses incertitudes, ses questionnements, en abordant des thématiques autour du salut spirituel, du progrès social... Le tout teinté de mélancolie bercée par des beats mélangeant à la fois hip-hop, électro, punk ou encore indie pop. Avec cet album, le groupe évolue vers un style plus profond et incisif encore, grâce aux percussions tribales, aux boîtes à rythmes aux sons dissonants, aux chœurs gospels... *Young Fathers* est un des projets musicaux les plus fascinants de ces dernières années. En remettant sans cesse en question leur démarche pour ne jamais tomber dans le réchauffé ou le cliché, le groupe offre une musique attractive, avant-gardiste, toujours sans compromis.



BD



Boris l'enfant patate - Anne Simon
Boris, l'enfant à tête de caillou, règne en despote dans la petite maison où il vit seul avec sa mère. Son père, est un monstre caillou! Sa mère, c'est Bulle, connue autrefois sous le nom d'Aglaé, la reine toute puissante du pays Marylène. Depuis sa chute, les habitant.e.s vivent en paix grâce au système d'autogestion qu'ils ont mis en place. Mais Boris sait comment reprendre le pouvoir: en compagnie de sa nouvelle amie, Sabine la frite guerrière assoiffée de vengeance, ils décident d'introduire la nécessité de l'argent en donnant aux occupant.e.s du royaume le goût des frites et de la bière! Avec ce troisième opus des «Contes du Marylène» (après *La Geste d'Aglaé* en 2012 et *Cixtite Impératrice* en 2014), Anne Simon dévoile une nouvelle facette de son pays imaginaire avec une critique loufoque et amère de notre société de consommation et des dérives de celle-ci.

Festival

Le BRIFF

Durant 11 jours, du 20 au 30 juin, Bruxelles accueille un nouveau festival de cinéma: le *BRIFF* (*Brussels International Film Festival*). Pour l'occasion, Bozar, Flagey ainsi que les cinémas UGC De Brouckère, Vendôme, Palace et Galeries ouvriront leurs portes aux visiteurs. Des sessions Open Air seront aussi proposées le long du Boulevard Anspach ainsi qu'au Mont des Arts.

Vous y attendez une programmation éclectique et intergénérationnelle, des rétrospectives, une sélection de films-phares autour d'un.e invité.e d'honneur (Claudia Cardinale, cette année), un volet spécial jeune génération, des workshops, rencontres et master classes...

Plus d'infos: du 20 au 30 juin 2018 à Bruxelles.
Site internet: www.briff.be



Théâtre

Waw! [We are Woman]

Du vestiaire de foot au sabbat de sorcières, du morne uniforme à la diversité débridée, *Waw!* est un parcours ludique et libérateur où un groupe d'hommes, d'abord cernés par les clichés de la masculinité, trouve la sortie de secours dans la recherche du féminin. La nouvelle création de Thierry Smits, composée de 11 danseurs, se propose d'explorer la part de «féminité» dans l'homme. Au départ, uniformisés dans ce qu'il y a de plus caricatural quant à la virilité – le foot –, les danseurs se dépouillent peu à peu des gestes et de l'attirail de la masculinité pour explorer un «devenir-femme».

Plus d'infos: Du 29 mai 2018 au 16 juin 2018 au Théâtre Varia.
Site internet: www.varia.be



Littérature

Débâcle - Lize Spit

À Bovenmeer, petit village flamand à la périphérie d'Anvers, seuls trois bébés sont nés en 1988: Laurens, Pim et Eva. Condamnés à grandir ensemble, ces «trois mousquetaires» vont rapidement devenir inséparables. Pourtant, le passage de l'enfance à l'adolescence ne va pas se faire sans heurts. Pendant l'été caniculaire de 2002, une série de jeux pervers vont mettre à mal cette amitié et la faire basculer dans le drame. Un été meurtrier qui ôtera définitivement le voile de l'innocence d'Eva, blessée à jamais. Roman coup de poing, *Débâcle*, premier opus de Lize Spit, a eu l'effet d'un séisme en Flandre. Avec une intrigue parfaitement distillée et une narration subtile, des personnages hauts en couleurs, parfois détestables, souvent attachants, ... Lize Spit tient ses lecteur.trice.s en haleine... Une histoire qui remue... beaucoup! À lire!





En Belgique, 35% d'enfants harcelés à l'école...

Illustration: Adrien Herda

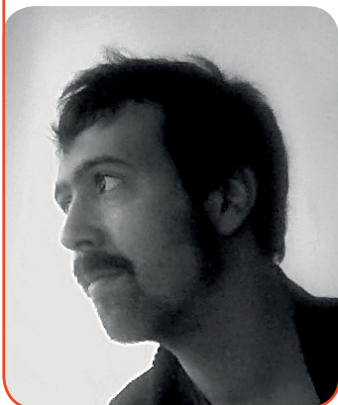
Blocages et grèves: les étudiant.e.s français.e.s en colère

Les mobilisations étudiantes contre la nouvelle loi sur les conditions d'accès à l'université prennent une ampleur considérable en France. 50 ans après Mai 68, les jeunes s'organisent et luttent cette fois, contre la sélection à l'entrée de l'université.



Coup de crayon

Adrien Herda est né à Lyon. Il a fait ses études à Saint-Luc Bruxelles d'où il est sorti diplômé en 2008. Depuis, il dessine pour l'édition et la presse (*Télérama*, *XXI*, *L'Obs*, *Desports*, *Belin*, etc.), ainsi que pour plusieurs fanzines, tout en développant des projets personnels en parallèle.



Depuis plusieurs mois déjà, les étudiant.e.s français.e.s se rassemblent pour s'opposer à la nouvelle loi sur l'Orientation et la Réussite Étudiante (ORE) du gouvernement d'Emmanuel Macron. Plusieurs campus sont perturbés voire bloqués. Paris, Lyon, Grenoble, Toulouse, Lille, Nantes... En tout, une quinzaine d'établissements sont occupés par des grévistes. L'université de Nanterre est, elle, complètement paralysée et a décidé du report des partiels (les examens). Par ailleurs, ces dernières semaines, des violences ont éclaté dans plusieurs universités entre grévistes et groupuscules d'extrême-droite.

Quelle est l'origine de cette mobilisation? Comment s'organise le mouvement étudiant, quels sont les moyens d'expressions des étudiant.e.s grévistes et de leurs syndicats?

Que demandent les étudiant.e.s?

Concrètement, les étudiant.e.s souhaitent pouvoir s'inscrire où ils/elles le désirent. Problème: l'enseignement supérieur en France est déjà, depuis quelques années, saturé. Les filières croulent sous les demandes sans cesse plus nombreuses mais le budget n'a pas

augmenté de manière proportionnelle au phénomène, récurrent depuis les années 80 et intensifié depuis le baby-boum des années 2000. Le choix du précédent gouvernement s'était porté sur un système de tirage au sort nommé APB pour Admission Post-Bac. Celui-ci avait très rapidement montré ses failles et révélé l'impossibilité d'accueillir tout.e.s les étudiant.e.s. En juillet 2017, le ministère de l'Éducation nationale avait d'ailleurs reconnu n'avoir pas pu satisfaire 87.000 demandes d'inscription¹.

Proposition du gouvernement Macron: la loi ORE dans le cadre du Plan Étudiants de réforme de l'enseignement supérieur prévue pour la rentrée prochaine. Une plateforme dénommée «*Parcoursup*» prévoit d'organiser une sélection qui sera directement opérée par les équipes pédagogiques des universités amenées à analyser et trier les dossiers de candidatures des étudiant.e.s en cas de manque de places. Ce processus qualifié de «*qualitatif*» par le président français est vu par les opposant.e.s à la loi ORE comme une «*sélection*» à peine déguisée, qui remet directement en cause le principe d'une université ouverte à tou.te.s². «*Dans de nombreux cas, ils vont bloquer l'ac-*

cès des jeunes aux filières de leur choix, leur imposer des remises à niveau qui ne sont pas encore connues ou organisées, mais aussi décourager les candidatures, en particulier des élèves les plus en difficulté», dénonce l'Unef, l'Union Nationale des étudiants de France, la première organisation syndicale étudiante du pays. Contacté pour cet article, le président de la Fédération des Étudiant.e.s Francophones (FEF), Maxime Mori, met en garde: «*Prôner de nos jours une sélection à l'entrée des écoles supérieures, c'est une grave erreur. Considérer la sélection comme un vecteur d'aide à la réussite, c'est aberrant. Sélectionner n'a jamais mené à rien et touchera particulièrement les étudiants déjà plus fragilisés qui galèrent à payer leurs études*».

Organisation de la mobilisation

C'est à la fin du mois d'octobre 2017 que la nouvelle ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal dévoile son «*Plan étudiant*» pour la rentrée 2018. Des étudiant.e.s manifestent alors sur la voie publique. Après l'adoption de la loi par le Parlement le 15 février 2018, les mouvements d'opposition - menés principalement par



l'UNEF (Union Nationale des étudiants de France) et Sud Solidaire (Union syndicale Solidaire) - commencent à bloquer certaines facultés. Depuis la promulgation de la loi par le président français, le 8 mars dernier, les campus universitaires sont ci et là bloqués, occupés, de jour et/ou de nuit, par des centaines d'étudiant.e.s. La nuit du 23 mars, des hommes cagoulés anti-mouvement s'en prennent aux grévistes rassemblés dans l'université de Montpellier. Le doyen ainsi qu'un professeur sont placés en garde à vue suite à leur implication dans cette expédition punitive à l'encontre des étudiant.e.s grévistes. Une enquête judiciaire est en cours. La diffusion d'une vidéo de l'événement dans les médias français amplifiera encore le mouvement d'opposition. Une quinzaine de facultés sont bloquées depuis le mardi 3 avril. De plus en plus de professeurs décident de soutenir leurs élèves et se joignent à la contestation. Ils annoncent leur intention de boycotter la nouvelle plateforme *Parcoursup*. Le Snesup-FSU, un des syndicats nationaux des enseignant.e.s du supérieur appelle à «ne pas constituer les commissions destinées à classer les dossiers issus des inscriptions dans la plateforme *Parcoursup*» et à «dire oui à toutes et tous les titulaires du baccalauréat». Ils sont également plus de 400 à avoir signé une tribune publiée le mardi 10 avril par Franceinfo, pour dénoncer ce qu'ils qualifient de «sélection hypocrite et absurde» pour l'accès à l'université³.

Une tradition française

Une autre particularité de cette mobilisation étudiante «à la française», c'est qu'elle s'ouvre aux autres grèves en cours en France. Le 22 mars 2018, étudiant.e.s et lycéen.ne.s rejoignent les fonctionnaires et les cheminots, en grève contre la réforme de leur statut et pour la sauvegarde de leurs droits et des services publics.

Déjà en 2006, étudiant.e.s et lycéen.ne.s avaient été nombreux.ses à se mobiliser contre le CPE, Contrat Première Embauche (contrat spécifique à destination des jeunes qui permettait un licenciement du jour au lendemain), entraînant avec eux/elles de nombreux.ses femmes et hommes politiques et des syndicats. Au plus fort du mouvement, ils seront jusqu'à 3 millions à défilier pour demander le retrait de la réforme⁴. Trois mois de contestation sociale et de crise politique avaient permis de faire reculer le gouvernement et de retirer la loi. Selon Maxime Mori, «Historiquement, en France, les grands mouvements d'opposition liés à l'éducation touchaient la corde émotionnelle de beaucoup de gens et c'est en cela qu'ils furent des réussites».

Quelle culture de la contestation étudiante en Belgique?

Un tel mouvement serait-il imaginable en Belgique? Pour Maxime Mori, dans l'absolu, «oui», mais le contexte est différent pour plusieurs raisons: «En France, les syndicats étudiants affilient directement et individuellement leurs membres. À la FEF ou à la VVS

(Vlaamse Vereniging van Studenten), c'est une culture syndicale par extension. Parce qu'une assemblée de 40 personnes décide de s'affilier au syndicat, l'ensemble des étudiants sont alors affiliés. Ce n'est pas un choix opéré par chacun à la différence de la France».

Par ailleurs, les clivages politiques sont bien plus grands et plus marqués en France qu'en Belgique. «Par exemple, cela se sent même au niveau des syndicats étudiants. L'UNEF (Union nationale des étudiants de France, 1946) est clairement progressiste de gauche, le FAGE (Fédération des associations générales, 1989) est progressiste mais plutôt à droite et UNI (Union nationale inter-universitaire, 1968) est d'extrême droite. Il y a la FEF côté francophone et la VVS en Flandre qui existent depuis à peu près 40 ans et plus récemment, l'Unecof (Union des Étudiants de la Communauté française, 1995). Idéologiquement, on est très proches les uns des autres à part quelques rares fois».

Pourtant, en Belgique aussi, nul doute qu'il y a matière à se mobiliser, au regard de la précarité étudiante qui ne fait que s'amplifier...

1. www.francetvinfo.fr
2. www.francais.rt.com
3. www.francetvinfo.fr
4. www.lemonde.fr

Note: À l'heure où nous bouclons ce numéro, les universités de Tolbiac, Nancy et Montpellier ont été évacuées par les forces de l'ordre.



Illustration d'Abdel Le Bruxelles

Repas gratuits dans les écoles: du concret!



Le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'apprête à lancer un projet pilote de distribution de repas gratuits et de bonne qualité au niveau nutritionnel dans une série d'écoles maternelles à encadrement différencié (à destination donc d'élèves moins favorisés). La ministre de l'Égalité des chances, Isabelle Simonis, dégage 2 millions d'euros, qui devraient bénéficier à quelque 5.000 enfants, dès la rentrée scolaire prochaine, et pour deux ans. «De nombreuses enquêtes le démontrent: combattre les inégalités sociales et la pauvreté passe, notamment, par l'accès à l'alimentation», ajoute la ministre. Une solution concrète qui va plus loin que les campagnes de sensibilisation et de prévention parfois culpabilisantes pour un public déjà défavorisé. Par ailleurs, rappelons qu'il y a en Belgique francophone, 30 % d'enfants souffrant de pauvreté (souvent issus de familles monoparentales).

«Formasson iniçiale: Copi a reuvoir!»

«Considérant que la Communauté française ne peut donner le mauvais exemple, surtout dans un texte relatif à la formation initiale des enseignants qui entend consacrer l'importance de la maîtrise de la langue française, l'avant-projet de décret doit être rédigé avec le plus grand soin», dixit l'avis du Conseil d'État sur le texte de décret révisant la formation initiale des enseignant.e.s. La critique, adressée à l'ensemble du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, cible néanmoins particulièrement le ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt (PS), en charge de l'avant-projet de texte. L'auditrice du Conseil d'État remet

en question entre autres, «l'intelligibilité» même du texte, «les défaillances qui affectent sa structure et sa rédaction et son incorrecte insertion dans la législation existante».

Qualité de l'air: l'affaire de tou.te.s

L'ONG Greenpeace vient de sortir une étude réalisée auprès de 222 écoles belges. Selon elle, la qualité de l'air extérieur apparaît comme préoccupante ou mauvaise dans 61% des écoles participantes. Dans neuf établissements, c'est la qualité de l'air dans les classes qui est carrément inquiétante. Depuis sa publication, plusieurs réactions se sont fait entendre. La secrétaire politique de la Ligue des familles, Delphine Chabbert, demande que «les normes de l'air soient plus contraignantes, comme celles recommandées par l'OMS qui sont plus raisonnables qu'au niveau européen.» Le groupe Ecolo à la Fédération Wallonie-Bruxelles a également réagi: «S'il est indispensable de disposer de données harmonisées sur le sujet, comme vient de le reconnaître le Conseil supérieur de la Santé, il est plus que temps d'agir!» commente Barbara Trachte, cheffe de groupe. «Les expériences pilotes, ça suffit. Et se contenter de recommander, comme l'a fait alors le Ministre wallon, d'aérer régulièrement, est très insuffisant» conclut Barbara Trachte.

Du côté des pouvoirs publics communaux, de belles mesures à prôner en vue des élections pourraient être: la piétonisation des «rues scolaires», l'aménagement de pistes cyclables, la limitation de la vitesse de conduite à 20 km/h aux alentours des écoles. Au régional, la gratuité des transports en commun, davantage de pistes cyclables sur les voiries régionales. Moyennant un support de la part de leur pouvoir subsidiant, les écoles pourraient elles-mêmes envisager d'investir dans l'«école verte» avec des plantations, des rangées d'arbres... Et aussi interdire le stationnement devant l'entrée de l'établissement, créer davantage d'emplacements dédiés aux deux-roues...

Allocations familiales: ce qui change

Le nouveau modèle d'allocations familiales concernera tous les enfants nés après le 1^{er} janvier 2020. Les enfants nés avant cette date n'en bénéficieront pas, d'une part, faute de moyens financiers des gouvernements (pour que cela concerne tous les enfants, le Gouvernement wallon aurait dû affecter 200 millions d'euros en plus) et

d'autre part, parce que certaines familles, en rejoignant le nouveau système auraient perdu de l'argent par rapport à leur situation actuelle. En bref, avec le nouveau système personne n'y perd mais tout le monde n'y gagne pas. Avec ce modèle, des suppléments sont prévus en fonction des revenus des familles, de leur taille et de la structure familiale. Par exemple, les familles monoparentales percevront 55 euros de plus dû à leurs faibles revenus (en-dessous de 30.000 euros bruts par an) et 20 euros supplémentaires par mois et par enfant.

Cours de Philosophie et Citoyenneté (CPC)



2h
de Philo et de
Citoyenneté

Ce projet vous parle? Optez pour les deux heures de philo et citoyenneté à la rentrée. Plus d'infos sur www.deuxheurescestmieux.be

Le Centre d'Action laïque (CAL) et la Fédération des parents de l'enseignement officiel (FAPEO) relancent leur campagne: «Deux heures, c'est mieux». À partir de début mai, les élèves de l'enseignement officiel vont recevoir le formulaire à remplir dans lequel leurs parents ou eux-mêmes, s'ils sont majeurs, opteront ou non pour la deuxième heure de cours de Philosophie et Citoyenneté (CPC). Ainsi, si tous les élèves, de la première année primaire à la dernière du secondaire, profiteront du cours pendant 1h obligatoire, il y a la possibilité de choisir, à la place du cours de morale ou de religion, une deuxième heure de Philosophie et Citoyenneté. Selon le CAL et la FAPEO «le cours de Philosophie et de Citoyenneté s'inscrit comme une alternative aux cours de religion et de morale, lesquels présentent l'inconvénient majeur de séparer les élèves selon un critère convictionnel. À l'inverse, le CPC rassemble tous les élèves sans préjudice des convictions de leurs parents, pour un échange plus riche qui se nourrit des différences et jette des ponts au lieu de dresser des murs».

Plus d'informations: www.deuxheurescestmieux.be

Mai 68, un «vieux monde» derrière nous?

Il est interdit d'interdire. Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi. Vivre sans temps mort, jouir sans entraves...

Que reste-t-il de mai 68? Des slogans qui vivent mal la crise de la cinquantaine?

Cinquante ans nous séparent des événements de mai 68 mais parfois on a l'impression qu'ils se sont produits il y a un siècle. Comme la plupart d'entre vous, l'auteur de ces lignes n'y a pas participé. Je garde le vague souvenir d'images violentes vues à la télévision, qui semblaient fort inquiéter le monde des adultes. Le «vieux monde» avait en effet de quoi s'inquiéter. Mai 68, c'était l'insolence, le refus des croyances, la remise en cause de l'autorité et du conservatisme. Le tout résumé dans un de ses plus beaux slogans: «*Comment peut-on penser à l'ombre d'une chapelle?*».

Et pourtant les chapelles n'ont pas disparu. Les réflexes identitaires, les intégrismes religieux ont le vent en poupe et l'irrévérence du plomb dans l'aile. «2018 sera-t-il l'anti-Mai 68?», s'interrogeait le journal Libération, le premier janvier d'une année qui va pourtant célébrer ou disséquer une révolution qui fut tout sauf silencieuse.

2018, l'anti-68? Nous le verrons au fil de ces pages, le propos n'est pas excessif. En 68, on affirmait qu'on ne pouvait pas «*tomber amoureux d'une courbe de croissance*». Aujourd'hui, la majeure partie de la population la scrute avec angoisse, par peur du chômage et du déclassement. L'homosexualité s'est libérée mais, selon certain.e.s, un nouveau puritanisme verrait le jour dans le monde culturel. On n'imagine plus aujourd'hui récompenser «Théorème» de Pasolini ni encenser le «Dernier tango à Paris». Il n'est plus interdit d'interdire et c'est même de plus en plus souvent exigé. L'authenticité est devenue un produit de consommation, la liberté se confond avec

flexibilité sur le marché du travail. Même la démocratisation de l'Université connaît un sérieux coup de frein, qui ne semble émouvoir personne.

Ce serait donc Mai 68 le vieux monde, derrière nous? Comme le soulignait Daniel Cohn-Bendit dans «Le Soir» du cinq janvier, «*le monde d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec ce qu'était le monde en 1968. Plus rien!*». Mais les vieux mondes ne disparaissent jamais totalement. Celui des années 60 a emporté la soumission aveugle à l'autorité. La ségrégation et le mépris des minorités ne sont plus portés que par les plus extrémistes. C'est Martin Luther King qui aura permis l'élection d'Obama. «*Les révoltes lancent des vagues, rappelle l'icône de Mai 68. Les révoltes, c'est comme les marées, ça monte, ça descend, ça ne s'arrête jamais*».

**SOIS
JEUNE
ET
TAIS
TOI**



1968
Sérigraphie sur papier
80 x 60

Brun et blanc
Communauté française
(Patrimoine)

Martine Vandemeulebroucke, secteur communication

Le marché a récupéré les valeurs de liberté et d'autonomie

Mai 68 a fait vaciller les institutions: l'école, l'entreprise, la médecine. Tout ce qui incarnait l'autorité, la hiérarchie, l'obéissance. La contestation a transformé profondément certaines d'entre elles, à peine effleuré d'autres.

Mai 68 n'a pas seulement fait voler les pavés dans les rues de Paris. Une contestation profonde s'est développée dans les institutions, surtout celles qui incarnaient l'autorité. L'antipsychiatrie va remettre en cause l'hôpital psychiatrique et faire sortir les patient.e.s dans des communautés locales. À l'école, le pouvoir des enseignements est critiqué. Un peu partout en France, puis en Italie, des grèves éclatent. Les ouvrier.e.s contestent l'autorité des patrons, des coopératives de travailleur.se.s se créent. Les revendications ne portent pas seulement sur les conditions de travail ou les salaires. On remet en question la gestion même des entreprises voire la finalité de certaines d'entre elles, la question n'étant plus «comment produire?» mais «que produire?»

«Ce qui est contesté, c'est à la fois la finalité, la légitimité de certaines institutions (les prisons, par exemple) mais surtout leur logique de discipline, d'autorité, explique Andrea Rea, sociologue, doyen de la faculté de philosophie et de sciences sociales de l'ULB. Ces institutions produisaient des conduites, des manières

d'être qui laissaient peu de place à l'autonomie de l'individu». La contestation la plus radicale a touché la psychiatrie avec une remise en cause de la notion même de «normalité» et de la logique qui veut que ce soit le médecin qui décide quand et si la personne est guérie. «Il s'agissait de sortir de la tutellisation des individus, résume Andrea Rea. C'était vrai pour le médecin mais aussi pour les travailleur.se.s sociaux, pour les enseignant.e.s, les contremaîtres sur les chantiers. Il fallait s'opposer à cette tutelle pour aller vers un rapport plus égalitaire des individus qui sont dans ces institutions.». Des nouveaux idéaux apparaissent alors comme l'autogestion dans l'entreprise, la participation des usagers dans les services qui leur sont destinés.

Critique artistique et critique sociale

C'est dans le domaine de la santé sans doute que les résultats ont été les plus durables. Les premières maisons médicales voient le jour chez nous en 1972. Des petites équipes de médecins, de kinés s'établissent dans les quartiers les plus défavorisés

pour garantir l'accès aux soins de tous. Les maisons médicales s'organisent sur le mode de l'autogestion avec une égalité salariale stricte. Aujourd'hui, elles sont 175 et poursuivent leur pratique d'une médecine de proximité, très orientée vers la prévention et la prise en charge pluridisciplinaire.

L'école? Elle n'a été transformée qu'à la marge, cantonnant la remise en cause du pouvoir du «prof» et de l'obéissance aux pédagogies alternatives. Pour les chercheurs de l'ULB qui, sous la houlette d'Andrea Rea, ont exploré les événements de 68 et leurs échos en 2018, c'est l'entreprise privée qui a le plus changé, et cela de la manière la plus durable. «Les sociologues Boltanski et Chiapello constatent qu'avec Mai 68 apparaissent deux types de revendications, nous explique Andrea Rea. Il y a ce qu'ils appellent la critique artistique qui consiste à revendiquer la liberté, l'autonomie, l'authenticité. Elle était portée essentiellement par les classes moyennes et supérieures, scolarisées, celles présentes donc sur les campus universitaires et qui tentent de s'opposer à la société de consom-



Manifestation du 6 mai
1968 au Quartier Latin à
Paris. Crédits: Belga/AFP

mation. Mais il y a aussi la critique sociale qui dénonce l'exploitation des travailleurs dans les entreprises. Cette critique-là, disent ces sociologues, a 'explosé'. Elle a été contestée en permanence et n'a abouti à rien alors que la critique artistique, celle qui portait les valeurs d'autonomie, de singularité va être totalement récupérée par le marché». La liberté devient flexibilité, l'autonomie entrepreneuriale, l'authenticité, une marque de produit de consommation.

La fragilisation des entreprises publiques

Pour Andrea Rea, cette récupération ne s'est pas limitée au monde de l'entreprise privée. «En 2018, le rôle assuré par les institutions publiques comme l'enseignement, la sécurité, la santé, est lui aussi ouvert au marché supposé être plus attentif à l'autonomie des personnes». En 68, les patient.e.s, les usager.e.s des services sociaux revendiquaient un droit de participation à l'institution, ils sont désormais appelés des «clients». «Cette libéralisation a fragilisé les institutions publiques qui assument moins leur rôle intégrateur». Pour le sociologue, la précarité aujourd'hui est fortement liée à la destruction de ce rôle intégrateur des

services publics. Les entreprises publiques sont transformées à des fins de réduction de coûts, on augmente les externalisations, on pousse les travailleur.se.s à prendre le statut d'indépendant.e plutôt que de salarié.e ou de fonctionnaire. «Dans le privé, la flexibilité devient impérative. Il faut s'adapter aux carnets de commande, travailler quatre jours pendant douze heures si nécessaire. L'idéal d'autonomie du travailleur a été broyé dans une logique marchande.»

L'enseignement n'a pas échappé non plus «à une marchandisation effrénée» avec un esprit de compétition de plus en plus perceptible entre les écoles et les universités. «On considère que l'enseignement supérieur et universitaire sont d'un moindre niveau et qu'il faut se diriger vers des écoles internationales privées. On voit aussi apparaître une déconsidération des sciences sociales. Mai 68 est né dans les facultés de sociologie or aujourd'hui, on observe, y compris chez des personnalités politiques de gauche, une contestation de la légitimité même des sciences sociales à avoir un discours scientifique. Parce que ce discours, quand il aborde le thème de l'exclusion, ne rentre pas dans la ligne politique actuelle.»

Autogestion, participation, autonomie, authenticité, ces valeurs ont été récupé-

rées. Bien sûr, souligne Andrea Rea, il existe des expériences citoyennes qui mettent en œuvre ces idéaux mais elles restent marginales. Et quand on demande au doyen de l'ULB, quel est finalement l'apport le plus bouleversant sur le plan sociétal de Mai 68, la réponse fuse: l'expression de la liberté individuelle. «C'était les assemblées libres, la conviction que l'on était dans une démocratie par seulement par les élections, c'était les occupations, les manifestations, tout ce que j'appelle l'expression de la liberté. Mais ce qui a marqué le plus durablement notre société, c'est la liberté d'expression. Avec la dérive actuelle que l'on observe sur les réseaux sociaux où l'on peut dire tout et n'importe quoi. En mai 68, il y avait une parole libérée et collective. Aujourd'hui, c'est surtout une parole individuelle avec des faiseurs d'opinions démultipliés qui fait que plus rien n'est lisible». La dimension collective était très importante, conclut Andrea Rea. Elle s'est étiolée au fil des années même si des initiatives citoyennes tentent actuellement de renouer avec cet esprit collectif mais aussi attaché à l'autonomie de l'individu.

Marc Jacquemain, docteur en sociologie, professeur à l'Université de Liège

Élections, piège à cons?

«Élections piège à cons», qui fut suggéré, paraît-il par Jean-Paul Sartre lui-même, est resté comme un des symboles forts de mai 68. Un slogan qui, aujourd'hui, apparaît définitivement désuet.

Il y a quelque chose de paradoxal dans le destin de ce slogan. Quand il s'exprime dans la rue en 1968, il est en rupture manifeste avec l'imaginaire social dominant: toutes les enquêtes le montrent, à la fin des années 60, les responsables politiques (et les élu.e.s en particulier) bénéficient encore d'une forme d'autorité morale largement supérieure à celle qu'ils ont aujourd'hui. Des États-Unis à l'Europe de l'ouest, l'image de la «classe politique» n'a cessé de se dégrader depuis la fin des années soixante et est aujourd'hui à peu près proche du plancher. Et en conséquence, la désaffection pratique à l'égard du vote s'est accentuée, en même temps que le «vote d'humeur» voire, occasionnellement de «dérision». Dans le même temps, le slogan lui-même n'est plus que l'apanage de quelques cercles politiques ultra-minoritaires, proches de l'anarchie. Quoi de plus frappant en effet que de voir aujourd'hui les grands mouvements de l'opposition dite «radicale» (Syriza, Podemos, La France Insoumise, le PTB...) ou les leaders désirant «radicaliser» leur parti (Sanders, Corbyn...) chercher tous leur légitimité au sein de l'arène électorale.

Il y a donc un fossé entre «Dany le rouge» - tel qu'il était il y a cinquante ans - et Pablo

Iglesias, Raoul Hedebouw, Jean-Luc Mélenchon ou Alexis Tsipras. C'est précisément, sans doute, ce «retour au pragmatisme» qui nous sépare de mai 68.

La gauche dite «radicale» d'aujourd'hui n'est pas naïve sur le suffrage universel. Elle sait que c'est une arme à double tranchant, dès sa naissance: d'une part, un outil formidable d'«d'empowerment» des classes populaires, auquel elles ne sont certainement pas prêtes à renoncer; mais de l'autre, une manière de «canaliser» la protestation populaire pour qu'elle reste dans les clous et n'en vienne pas, qui sait, à changer *radicalement* l'ordre des choses.

Malgré cela, la protestation de masse contemporaine, si elle commence souvent dans la rue (qu'il s'agisse des *Indignados* ou de *Nuit debout*) n'a pas cette répulsion à s'exprimer dans les urnes qui était une des marques de fabrique des soixante-huitards. Pour comprendre cette différence, il faut distinguer les contextes et cela suppose un retour critique sur «Mai 68» lui-même.

Mai 68, une époque commune aux pays occidentaux

En France, et plus largement dans la très abondante littérature francophone *interprétative*, «Mai 68» nous est presque tou-

jours présenté sous deux caractéristiques assez particulières et sans doute, au final, plutôt trompeuses. En premier lieu, c'est un «événement» dont le surgissement n'est pas expliqué ou est mis sur le compte de facteurs sociaux assez peu convaincants (crise du monde universitaire, crise de surproduction de travailleurs intellectuels...). Et en second lieu c'est un événement *français* dont on imagine qu'il a pu influencer ultérieurement les pays voisins (le «mai rampant» italien ou les révoltes étudiantes allemandes) mais qui n'est pas lui-même inscrit dans un contexte global.

Si on s'éloigne du provincialisme français, une autre lecture est possible, qui avec le recul est peut-être plus pertinente. Mai 68, c'est l'instanciation française d'une *époque* commune à tous les pays occidentaux industrialisés, c'est la version française d'une *révolution culturelle au sein de la jeunesse occidentale* à laquelle on peut rattacher, sur un espace de dix ans, le flower power et l'anti-impérialisme des campus américains, les *zengakuren* japonais¹, les gauchistes allemands ou italiens, et sans doute, plus lointainement, le printemps de Prague.

On peut comprendre que les interprètes français de Mai 68 ont du mal avec cette ver-



Docteur en sociologie, **Marc Jacquemain**, chargé de cours à la Faculté des sciences sociales, a été nommé professeur en 2007. Passionné par les valeurs politiques, les opinions, les attitudes, les idéologies, les identités, Marc Jacquemain pourrait être défini comme un «sociologue politique».



Jeunes Américains anti-guerre organisant un rassemblement, le 30 novembre 1965, devant la Maison Blanche à Washington, DC, pour protester contre l'implication militaire des États-Unis dans la guerre du Vietnam. Crédits: Belga/AFP

sion²: c'est un peu comme si on banalisait «leur» Mai 68 en en faisant la «simple» version française d'un phénomène bien plus large.

Ce décentrement, c'est sans doute chez un sociologue américain qu'on en trouvera la première version convaincante: Ronald Inglehart, qui écrit en 1977 «The silent Revolution³». Etudiant en long et en large les opinions publiques au sein de l'Europe⁴, et les différentiels d'opinion entre générations dans les différents pays, il arrive à rendre assez bien compte du «mouvement tellurique» dont 68 n'est qu'une explosion parmi d'autres. Si à cette époque, on voit naître, un peu partout dans le «monde occidental», des vagues de protestation sociale issues de la jeunesse scolarisée, c'est parce que cette jeunesse, qui commence à arriver à «maturité» politique précisément à la toute fin des années 60, n'a

connu que la paix et la croissance économique. Après vingt années qui, l'une après l'autre semblaient confirmer l'éthos naturellement optimiste de la modernité, tout a commencé à sembler possible, surtout pour ceux qui n'ont rien connu d'autre. Dès lors, la confrontation avec les institutions, qui commence par une question parfois perçue comme anecdotique (à Nanterre, le droit de visite des étudiants masculins dans les dortoirs des filles), peut déboucher très vite sur l'espoir de «changer la vie».

Cette *disposition à l'égard du monde* fondamentalement optimiste, Inglehart la baptise «post-matérialisme» parce qu'elle désigne ceux qui, ayant vu durant leur enfance leurs besoins matériels mieux satisfaits que jamais, organisent leurs valeurs politiques davantage autour de désirs non strictement matériels. Au cœur de cette nou-

velle configuration de valeurs, on trouve ce qu'on appellerait aujourd'hui la revendication de la *libre disposition de soi*, le refus de laisser des institutions (Eglise, Etat, École, Famille), nous dire quoi faire de nos aspirations et de nos désirs.

Un slogan utopique

Dans ce contexte «*élections piège à cons*» est la dénonciation de l'illusion dérisoire que ces institutions puissent réellement changer la vie et le monde. Ce n'est pas un slogan «anti-politique», c'est un slogan «utopique» au sens généreux et plein du mot: c'est l'idée que «changer la vie» cela ne se délègue pas, mais qu'il faut le faire soi-même.

Cette générosité utopique, avec le recul est, en France comme ailleurs, en total contre-temps avec la nouvelle ère qui se prépare. Les trente glorieuses, qui ont produit les

Une révolte de mecs



«J'étais à Nanterre. J'ai fait mes études jusqu'en 1968 et je passais dans les couloirs du hall B. Je jetais un œil par la porte. C'était enfumé, bruyant. Il n'y avait que des garçons à la tribune mais à l'époque, c'était normal.

Mai 68, c'était une révolte d'hommes, de garçons qui sont dans la domination masculine (...). Il fallait se plier aux désirs des mecs sinon on disait: 'tu n'es pas libérée'. Parce qu'à l'époque, on commençait à prendre la pilule donc on n'avait plus peur de la grossesse. Mais ce n'est pas pour autant qu'on avait forcément envie de coucher avec tout le monde (...) 1968, on parle beaucoup de libération sexuelle et c'est vraiment abusif. Parce que c'est la libération sexuelle masculine (...). Dans les leaders, il n'y a que des hommes. On n'imaginerait pas une femme parmi eux. Les filles avaient un rôle subalterne. Les mecs paraissent à la tribune, les filles passaient les micros. Les mecs avaient faim, les femmes apportaient les sandwichs... Les femmes à l'époque n'avaient pas le pouvoir de la parole publique. Nos professeurs, c'était des hommes, le doyen, c'était un homme et donc les révolutionnaires, c'était aussi des hommes. Moi, je ne me sentais pas concernée.»

Florence Montreynaud, *historienne*, sur Franceinfo, 21 mars 2018.

Photo: Florence Montreynaud.

«Si à cette époque, on voit naître, un peu partout dans le «monde occidental», des vagues de protestation sociale issues de la jeunesse scolarisée, c'est parce que cette jeunesse, qui commence à arriver à 'maturité' politique précisément à la toute fin des années 60, n'a connu que la paix et la croissance économique.»

De 1968 à 2018, la culture a changé de planète



C'était il y a 50 ans, c'était semble-t-il une éternité. La tornade qui s'est élevée autour de 1968 et que l'on a longtemps considérée comme pionnière de notre culture contemporaine, ne semble plus aujourd'hui qu'un lointain souvenir.

Le monde a changé, la crise s'est durablement installée. Les intégrismes et les combats identitaires ont eu raison des utopies et de l'esprit Flower

power. Plus récemment l'affaire Weinstein vient de siffler la fin de la récréation en donnant le sentiment que derrière ses slogans libérateurs («jouissez sans entraves»), la génération 68 participa d'une escroquerie intellectuelle (...). Il y a 50 ans, la Mostra de Venise célébrait le charme vénéneux de *Théorème*, le film de Pasolini. Une sorte de Christ fait chair entretenait des rapports sexuels avec chaque membre de la famille, fille et père compris. Le film provoqua alors ce qui fut appelé un «bouleversement mystique». Il serait aujourd'hui accablé de tous les noms d'obscénité (...).

Génération 68. Tandis que Serge Gainsbourg et Jane Birkin hâtaient au bord de l'orgasme «je t'aime moi non plus» et que Bernardo Bertolucci filmait une scène d'agression sexuelle dans *Le dernier tango à Paris*, David Hamilton entamait sa carrière de photographe de charme. Son fonds de commerce? Les nymphes nues et prépubères filmées dans un flou artistique qui sera alors adopté par la pop culture.

L'affaire Dutroux brisera net en 1996 cette période d'anarchie sexuelle et de confusion morale. Aujourd'hui on sait que Polanski demeure accusé pour le viol d'une adolescente, Bertolucci a fait son mea culpa, Hamilton s'est suicidé. Seul Gainsbourg reste encore indéboulonnable mais pour combien de temps encore? On redoute pour bientôt une révision cruelle de sa vie de débauche autour de quelques angles d'attaque: sexe, lolitas, alcool... (...) Car en 2018, l'indulgence vis-à-vis des comportements des artistes a vécu.

Un seul slogan 68 demeure d'actualité: «À bas le vieux monde». Faut-il préciser que le vieux monde est désormais celui d'il y a 50 ans?
Nicolas Crousse, journaliste culturel, extraits d'un article publié dans *Le Soir* du 21/01/2018

«postmatérialistes» sont sur le point de se terminer et le premier coup viendra avec le choc pétrolier de 1973. En même temps, se produit un changement, très matérialiste, celui-là: le «compromis social» de l'après-guerre est occupé à se fissurer. Le «nouveau capitalisme» remet en cause progressivement les conquêtes sociales des trente années précédentes. Les riches (re) deviennent extrêmement riches, les salariés fragiles, et les électeurs systématiquement déçus. Pour ceux qui ont cru qu'on allait «changer la vie», le dernier quart du vingtième siècle sera une longue suite de désillusions.

Du coup, c'est l'ensemble de la population qui se met à se méfier des institutions et des élections: la méfiance à l'égard des «politicien.ne.s» ne fait que croître au fur et à mesure que la participation électorale s'effrite, dans pratiquement tous les pays.

À l'inverse, ceux qui veulent «changer la vie» ont cessé de croire à la «spontanéité des masses». Au contraire, ils sont convaincus de l'efficacité du combat électoral lorsqu'il s'appuie sur la construction préalable d'un rapport de forces.

Les héritier.e.s (lointain.e.s, et sous réserve d'inventaire) de mai 68 n'ont plus l'optimisme naturel de ceux qui croient qu'un autre monde est à portée de main. Ils ont plus simplement «l'optimisme de la volonté» selon la formule de Gramsci: la conviction que, même si rien n'est acquis, on a une chance que si on essaye. Pour ceux-là, élections piège à cons n'a plus de

pertinence. Ce n'est que l'écho d'une autre époque.

1. Zengakuren: fédération japonaise des associations d'autogestion étudiantes, qui, dès janvier 1968, se rendra célèbre par sa maîtrise du combat de rue contre les forces de l'ordre.
2. Sauf peut-être Luc Boltanski et Eve Chiapello, dans *Le nouvel esprit du capitalisme* (NRF, 1999) dont on devine assez, quoi qu'ils s'en défendent, que leur horizon dépasse le seul cas français.
3. Ronald Inglehart, *The Silent Revolution*, Princeton University Press, 1977. Réédité en 2015.
4. Qui est alors l'Europe des six, celle des pères fondateurs.

L'université est moins démocratique aujourd'hui

Qu'est devenu le mouvement étudiant qui a fait trembler les recteurs à Paris comme à Bruxelles, Liège ou Louvain en 68? Comment a évolué l'Université considérée à l'époque comme un ghetto élitiste et autoritaire? Pour Renaud Maes, professeur à Saint-Louis, assistant et chercheur au Centre de recherches en psychologie des organisations de l'ULB, les étudiant.e.s ont gagné le combat de la participation, pas celui de l'ouverture de l'Université.

Éduquer: La contestation de Mai 68 a touché plusieurs campus européens. En Belgique, on a souvent l'impression que la question linguistique, le «Walen Buiten» de Louvain a joué un rôle aussi important si pas davantage que les occupations d'universités suscitées par les événements de Paris.

Renaud Maes: Ce n'est pas tout à fait exact. Il y a eu un «Mai 68» belge mais il s'est structuré très différemment d'une ville à l'autre. Parallèlement aux événements de Louvain, l'agitation a gagné Mons, Liège, Bruxelles, Gand, chaque fois avec des enjeux spécifiques. À Bruxelles, les étudiants de l'ULB se sont rassemblés dès la fin du mois d'avril pour contester la légitimité du conseil d'administration. L'occupation de l'université va durer jusque fin juin et on y mettra fin manu militari. À Anvers, l'enjeu de la contestation étudiante était l'accueil des étudiants étrangers. Le point commun de tous ces mouvements étudiants était la critique des figures d'autorité.

Éduquer: Côté francophone, le premier mouvement étudiant structuré né de 68 a été le Mubef (mouvement unifié belge des étudiants francophones). Il n'a pas tenu longtemps. Pourquoi?

R.M.: Au sein du Mubef, il y avait des groupes plus radicaux liés à des structures politiques comme le Parti communiste. Ces groupes ont durci le ton, trop par

rapport à ce que les plus démocrates pouvaient accepter et ceci a très vite paralysé le Mubef. Les plus démocrates se sont retrouvés dans des associations comme l'assemblée générale des étudiants de l'ULB, de l'UCL.

Éduquer: Les étudiant.e.s mettaient en cause un système universitaire jugé peu démocratique dans son fonctionnement. Ont-ils gagné la bataille de la participation?

R.M.: Cela dépend d'une université à l'autre. A l'ULB, le premier acquis a été une participation quadri-paritaire dans un conseil d'administration provisoire composé pour moitié de professeurs et pour autre moitié de représentants de corps minoritaires comme les chercheurs, le personnel, les étudiants. Cette proposition transitoire est devenue définitive. Mais, pour moi, la plus grande victoire des étudiants concerne le domaine social avec la refondation de la politique sociale au sein de l'université. On a vu se développer des vraies politiques pour démocratiser l'accès à l'enseignement, pour faire la jonction avec le milieu ouvrier, ce qui était une des grandes revendications du mouvement étudiant. Ces étudiants vont réussir à faire venir des enfants d'ouvriers à l'université. La politique sociale de l'ULB va lui permettre de «recruter» dans des endroits que l'université ne touchait pas: le Hainaut, les quartiers les plus défavorisés de Bruxelles.

Éduquer: Cette démocratisation est-elle toujours d'actualité aujourd'hui?

R.M.: Nous sommes dans une situation étrange. Le mouvement étudiant a obtenu bien des acquis en matière de participation. La FEF, l'Unecof, sont consultés sur tous les projets de décret qui concernent les étudiants et pourtant l'université est beaucoup moins démocratique aujourd'hui qu'elle ne l'était dans les années 90. On assiste à un vrai repli des élites universitaires sur elles-mêmes. À Bruxelles, dans le Hainaut et à Liège, les enfants issus de milieux populaires ne vont pas à l'université parce qu'ils n'y pensent même pas. Cela échappe complètement à leur champ du possible. Quand on observe la courbe démographique, on devrait avoir un effet de «massification» entraînant un nombre important d'inscriptions à l'université et ce n'est pas le cas. Les inscriptions stagnent ou se réduisent parce que des cohortes entières de jeunes renoncent à l'université. C'est la faute notamment au système scolaire qui fait le tri en amont mais aussi à la communication des universités qui est beaucoup moins ouverte aujourd'hui.

Éduquer: Pourtant les auditoires sont pleins...

R.M.: Il y a davantage d'étudiants mais trop peu par rapport au nombre qu'ils devraient représenter. Ce qu'on observe,

c'est une dualisation des filières au sein de l'université. Il y a des filières pour étudiants riches et d'autres pour étudiants plus pauvres. Il y a Solvay pour les uns, la faculté de sciences économiques pour les autres. La composition sociologique des auditoriums est beaucoup moins mixte dans les facs de sciences éco et de sciences po que ce n'était le cas il y a encore dix ans, et moins encore qu'il y a 20 ans.

Éduquer: Comment l'expliquez-vous?

R.M.: La perte de mixité sociale s'explique par la précarisation des milieux populaires et des classes moyennes inférieures. L'université est le reflet de cette tendance. Mais s'ajoute à cela des exigences de plus en plus fortes qui ne peuvent pas être rencontrées par les jeunes issus de milieux populaires. La pédagogie du projet, introduite pour dynamiser l'enseignement universitaire, a eu un effet de ségrégation. Une partie des étudiants n'a pas pu «s'accrocher» parce qu'ils ne disposent pas du capital social, du réseau de contacts nécessaires.

Éduquer: C'est déjà ce qui se dénonçait en 68. L'absence de capital social, de maîtrise de la langue de l'élite était considérée comme excluant de facto les enfants d'ouvrier.e.s.

R.M.: Tout à fait. On retrouve aujourd'hui des problématiques que l'on croyait résolues mais qui se posent à nouveau, avec une violence encore plus grande. L'université et l'enseignement supérieur ont perdu des moyens financiers par étudiant. On augmente la taille des groupes, on diminue l'encadrement. Tout cela a forcément des conséquences sur l'échec de certains étudiants.

Éduquer: Autrefois, les étudiant.e.s issus de milieux défavorisés travaillaient pour payer leurs études. Aujourd'hui, avec la multiplication des travaux pratiques, les contrôles de présence aux cours, c'est bien plus difficile

R.M.: Officiellement, les universités se sont engagées dans la possibilité d'apprendre à tout âge, par des filières de cours en alternance notamment. Mais on constate que ces filières, qui étaient fréquentées par les étudiants travailleurs ne le sont plus en raison d'un mécanisme de «scolarisation» de la vie étudiante. Dans toutes les universités européennes, on constate ce mécanisme. On est dans une logique où il ne suffit pas d'avoir un diplôme, il faut aussi performer dans chacune des «briques» qui mènent au diplôme, on construit des «suppléments» au diplôme qui seront observés par l'employeur. On rajoute aussi, pour des raisons pédagogiques,

des évaluations intermédiaires qui ont pour conséquence d'écarter les étudiants qui travaillent.

Éduquer: Il y a moins d'étudiant.e.s issus de milieux défavorisés et pourtant on parle de plus en plus d'une précarisation accrue des étudiant.e.s.

R.M.: Quand on parle d'étudiants précarisés, on regarde souvent vers les universités mais il y a aussi toutes les hautes écoles. C'est à elles que l'on doit l'essentiel de la mixité sociale dans l'enseignement supérieur. C'est là que se trouve la majorité des étudiants qui ne sont pas issus d'un milieu universitaire. Chez ces étudiants, il y a une dégradation objective de leurs conditions de vie depuis une bonne dizaine d'années. Un élément a joué un rôle essentiel: la réforme du chômage et la suppression de la dispense de pointage pour les étudiants, ce qui les a amenés vers les CPAS... Pour autant que ceux-ci prennent le relais. On semble découvrir le grand nombre d'étudiants qui émargent au CPAS mais c'est un phénomène continu depuis 2002.

Éduquer: Le mouvement étudiant est-il assez conscient de ce recul de la démocratisation des études? On a parfois l'impression qu'en 2018 les revendications sont surtout corporatistes.

R.M.: La FEF et l'Unecof continuent à porter de l'attention à la question de la démocratisation mais il est vrai que les revendications ont évolué. C'est la fin de revendications jugées très idéalistes voire irréalistes comme le refinancement de l'enseignement supérieur via un refinancement de la Communauté française ou une autre politique fiscale.

Éduquer: Refinancer l'enseignement a pourtant amené les étudiant.e.s à manifester pendant les années 90. Au départ, ils protestaient contre le décret Lebrun sur le financement de l'enseignement supérieur mais finalement la mobilisation a porté sur cet enjeu plus global du refinancement. Ce n'est plus possible aujourd'hui?

R.M.: Ces revendications ont été progressivement jugées impossibles à obtenir. Il y a tout de même eu un refinancement partiel et les mouvements étudiant et enseignant y sont pour quelque chose mais il est vrai que le discours du mouvement étudiant est plus défaitiste aujourd'hui. Il ne se structure plus sur des propositions politiques touchant à la société en général et cela conduit à un repli vers des préoccupations qui semblent plus corporatistes. Par ailleurs, la participa-



tion et l'institutionnalisation de cette participation dans certains organes de pouvoir font qu'il est plus difficile de critiquer avec la même virulence les mesures pour lesquelles on a obtenu des amendements et fini par accepter.

Éduquer: Les protestations parfois virulentes et mêmes violentes à propos de problèmes de société ne sont plus vraiment portées par les étudiant.e.s en tant que tels. Je pense aux manifestations contre le CETA, les centres fermés, à celles qui ont entouré la COP 21 à Paris...

R.M.: Dans les années 90, la FEF avait encore une série d'engagements sur la question du conflit israélo-palestinien, sur le financement du secteur non-marchand. A l'époque où Pierre Verbeeren (NDLR: l'actuel directeur de Médecins du Monde) était président de la FEF, il y a eu des actions importantes pour tenter d'unir le mouvement social, associatif et le mouvement étudiant. Tout ceci s'est estompé au profit d'un recentrage sur les problématiques spécifiquement étudiantes.



Discours aux étudiant.e.s devant la Faculté de médecine occupée, rue des Saints-Pères à Paris, mai 1968. Crédits: Belga/AFP

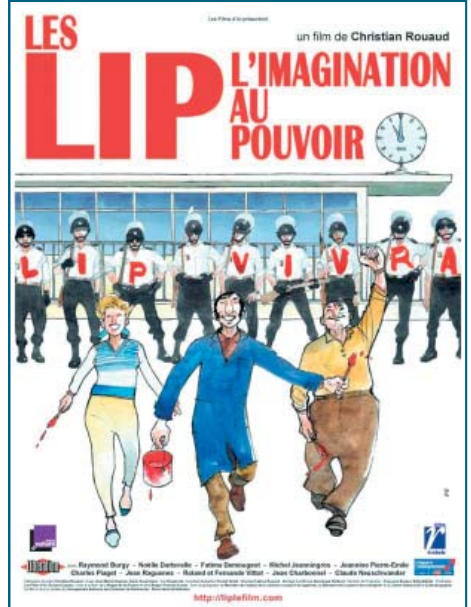
On observe tout de même un engagement militant chez des étudiants qui ne faiblit pas mais il prend d'autres formes. A défaut de fréquenter les cercles politiques qui sont un peu en déshérence, ces étudiants vont participer à des actions contre le siège de Monsanto, par exemple. Et n'oublions pas la résurgence, très forte, de l'extrême-gauche qui avait disparu dans les années 90. Comac (NDLR: le mouvement des jeunes PTB) draine pas mal d'étudiants.

Éduquer: Vous évoquez l'écoute dont bénéficient les étudiant.e.s auprès des politiques. Mais au bout du compte, cela s'arrête peut-être là. Les étudiant.e.s ne sont-ils pas moins redouté.e.s par le pouvoir qu'il y a 50 ans?

R.M.: C'est une évidence: les universitaires, de manière générale, perdent de la puissance dans la société. C'est une vraie rupture qui est en train de se produire. Je me souviendrai toujours de cette phrase lâchée par le ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt lors d'une conférence

où on l'interpellait sur le fait que le recteur de l'UCL et celui de l'ULB s'invectivaient dans la presse. Il a répondu: «Les querelles de riches ne m'intéressent pas. Le monde est géré par des universitaires et vous trouvez qu'il tourne rond?». C'est très interpellant de constater qu'un universitaire, comme lui, ressent le besoin de se distancier du monde universitaire. La délégitimation des recteurs va de pair avec celle des étudiants, c'est un mécanisme général. Les universités en sont partiellement responsables pour s'être coupées de leur recrutement local d'étudiants en s'engouffrant dans une sorte de concurrence internationale de l'excellence. Le ministre Marcourt ne fait aucune sortie médiatique sans mentionner la FEF. Les étudiants sont écoutés plus que jamais mais les politiques n'éprouvent plus aucune crainte de prendre des mesures qui n'iraient pas dans le sens de ce que les étudiants souhaitent. Ceux-ci peuvent bien bloquer les universités, les hautes écoles, les carrefours, les politiques se disent que ce ne sera pas l'enfer...

Les Lip, l'imagination au pouvoir, Christian Rouaud, 2007



Ce film part à la rencontre des hommes qui ont mené la grève ouvrière la plus emblématique de l'après 68, celle de LIP à Besançon. Un mouvement de lutte incroyable, qui a duré plusieurs années, mobilisé des foules entières en France et en Europe, multiplié les actions illégales sans jamais céder à la tentation de la violence, poussé l'imagination et le souci de démocratie à des niveaux jusque-là jamais atteints. Des portraits, une histoire collective, des récits entrecroisés pour essayer de comprendre pourquoi cette grève porta l'espoir et les rêves de toute une génération.

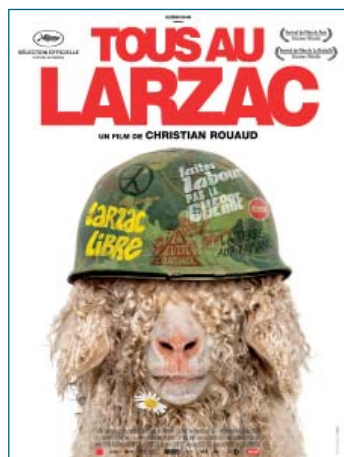
1968-2018: 50 ans de contestations

Dix-huit chercheur.seuse.s, issu.e.s de six Facultés de l'Université libre de Bruxelles, et plusieurs journalistes du Soir explorent les contestations de 1968 et leurs échos en 2018, à partir de travaux et expertises académiques et de reportages et rencontres de terrain. Publié dans le journal Le Soir, le dossier est enrichi de capsules vidéos, à voir sur ULB tv, la chaîne YouTube de l'ULB, playlist «1968-2018.50 ans de contestations». Un projet coordonné par **Andrea Rea**, professeur de sociologie, et **Nathalie Gobbe**, Communication Recherche.

pour aller plus loin

FILM

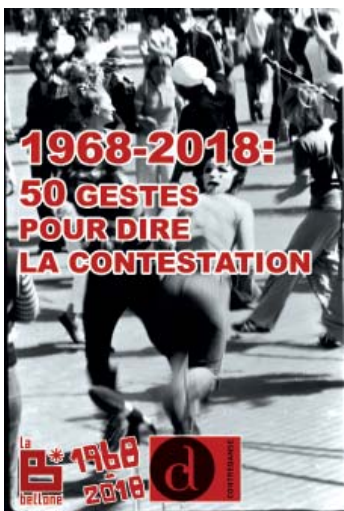
Tous au Larzac -
Christian Rouaud, 2011



Un jour d'octobre 1971, Michel Debré, ministre de la Défense, prend, sans concertation préalable, la décision d'agrandir le camp militaire du Larzac, alors de 3 000 hectares, à 14 000 hectares. De son bureau parisien, il déclare: «Nous choisissons le Larzac, c'est un pays déshérité.» Il provoque ainsi une vague unanime de protestations en Aveyron, le début d'une incroyable lutte qui durera dix ans, jusqu'aux élections présidentielles de mai 1981...

CONFÉRENCES

1968-2018: 50 gestes pour dire la contestation



Dans le cadre du projet de la Ville de Bruxelles, «2018 année de la contestation», Contredanse s'interroge sur la portée subversive et politique du geste. La table ronde «1968-2018: 50 gestes pour dire la contestation» abordera l'influence de Mai 68 sur les pratiques chorégraphiques à Bruxelles et en Belgique mais s'interrogera aussi sur l'impact d'autres grands mouvements de contestation dans le monde de la danse.

Informations pratiques:
Mercredi 16 mai 2018, de 17h à 19h à la Cour de la Bellone au 46 rue de Flandre, 1000 Bruxelles.

LIVRES

Mai 68 raconté par les objets -
Amandine Lauro, Valérie Piette, Caroline Sägesser, Cécile Vanderpelen - Charleroi, Couleur Livres, 2018.

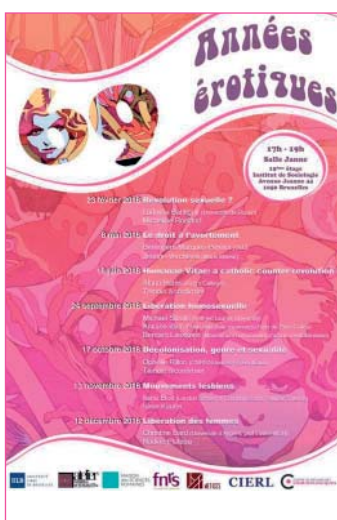


Le projet de cet ouvrage propose au lecteur de se mettre dans la peau des hommes et des femmes qui ont vécu 68 en Belgique, en se saisissant de 41 objets indispensables à ce voyage dans le temps. Guitare, affiche, transistor, ou encore plaquette de pilule, sont autant de marqueurs identitaires du mois de Mai. Mais le mouvement est mondial, et le gant noir des athlètes de Mexico ou le béret de Che Guevara viennent nous rappeler la force et la profondeur des

bouleversements en cours et dans le temps et dans l'espace. Chaque objet raconte une histoire. Une autre manière de vivre à nouveau ces années qui changèrent le monde et la Belgique.

CONFÉRENCES

Cycle de Séminaires: 69, années érotiques



L'année 1968 est souvent considérée comme un moment charnière dans la régulation du genre et de la sexualité. Pourtant, comme l'indiquent la fondation du MLF ou les émeutes de Stonewall, beaucoup de choses se sont en réalité produites au cours des années suivantes et d'aucuns dénoncent le poids d'une mythologie parfois tenace. Ce cycle de séminaires, baptisé de manière ironique «69, années érotiques», explorera quelques-uns de ces bouleversements et interrogera tant leur héritage que leur mémoire. Tout en évoquant ce qui s'est passé dans le monde au cours de ces années, il portera une attention particulière à la Belgique et inclura de nombreux témoins de l'époque.

Informations pratiques:
17h - 19h à la Salle Henri Janne de l'Institut de Sociologie (44 avenue Jeanne, 1050 Bruxelles, 15^e étage)
www.msh.ulb.ac.be

EXPO

Bruxelles et mai 1968

En tant que lieu de conservation et d'exploitation des fonds d'archives communales, les Archives de la Ville de Bruxelles ont pour mission de valoriser et de mettre à disposition du public les documents qu'elles conservent. Le projet Bruxelles et Mai 1968 vise à numériser et à compiler sur une page web des sources documentaires d'origines très diverses (affiches, photos, coupures de presse, interviews audio...) en les replaçant sur une ligne du temps pour donner un aperçu des événements s'étant déroulés à Bruxelles, en Belgique et dans le monde lors de cette période mouvementée.

Informations pratiques:
Du 01/03/2018 au 31/12/2018
Archives de la Ville de Bruxelles,
Rue des Tanneurs 65, 1000 Bruxelles
www.archives.bruxelles.be

Le concours de plaidoirie: Tribun(s) de la Plaide

Le 16 mars 2018 a eu lieu la 4^e édition du concours Tribun(s) de la Plaide organisé par la Régionale de Charleroi de La Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente.

Octobre 2018, les Belges âgés d'au moins 18 ans seront appelé.e.s à participer aux élections communales et provinciales; et en mai 2019, ils/elles éliront leurs représentants fédéraux, régionaux, communautaires et européens. Or tout.e citoyen.ne dans une démocratie a un rôle politique et souverain à jouer. Nous avons donc demandé aux jeunes de 5^e et de 6^e des écoles officielles de la région de

Charleroi de répondre à cette actualité en leur proposant de défendre le thème: «Démocratie en crise, les jeunes citoyen.ne.s s'engagent! Comment envisagez-vous la démocratie de demain? Êtes-vous prêt.e.s à la réinventer? Seriez-vous disposé.e.s à vous impliquer? Comment? À quelles conditions? Que souhaiteriez-vous pour améliorer le fonctionnement démocratique de nos communes, de nos pro-

vinces, de notre région, de notre pays, de l'Europe?»

Le concours: ils/elles ont eu la parole

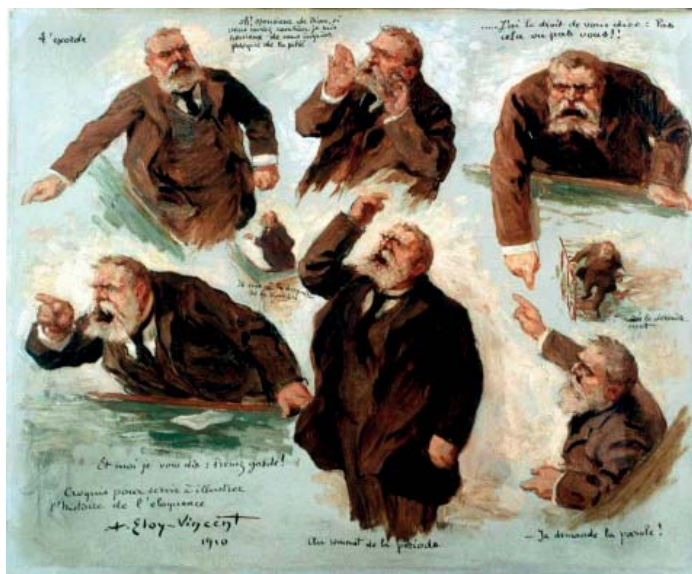
Ils étaient 5 plaideurs provenant de l'enseignement général et de l'enseignement technique de transition, choisis par le jury de présélection. Ils/elles étaient déjà 5 gagnant.e.s.

Qui sont-ils/elles? Des jeunes calés à leur ordinateur? Des jeunes complètement radicalisés? Certainement pas; ils/elles se disent jeunes et engagé.e.s, face à une démocratie en crise.

«Nous nous sommes déjà engagés en participant à l'élaboration d'une proposition de résolution pour la laïcité en Belgique et en la présentant directement devant les députés au Parlement de la Communauté Française», nous expose Mathilde (La Garenne).

Tous dénoncent la perte des valeurs essentielles, remplacées par le profit; la montée brutale des extrêmes avec le repli sur soi et la haine de l'autre. Oui, ils/elles sont indigné.e.s par les discours trompeurs.

Ils/elles ont cherché à définir la démocratie. Quelles seraient



ses qualités? Transparence et participation citoyenne, pour une démocratie juste et tolérante.

Mais pour que les jeunes s'investissent réellement, ils/elles ont besoin de plus d'information: 3 d'entre-eux/elles ont parlé du même projet: «*l'instauration d'un cours de politique dans le troisième degré de l'enseignement secondaire. Une seule heure de cours hebdomadaire permettrait peut-être déjà aux électeurs de demain de connaître les différents partis, leurs programmes, leurs positions sur les grands débats de société!*», lance Arthur devant le jury des Tribuns de la Plaide. Parce que, dit-il, s'engager, c'est se battre pour ses valeurs, c'est aller chercher au fond de ses tripes la force de faire valoir ses convictions. Contrairement à ce que beaucoup de gens croient, notre génération posera les

jalons du monde de demain (Athénée royal de Thuin).

Pas de doute, ils/elles sont décidé.e.s à agir, prêt.e.s à écouter les aîné.e.s, sans doute, mais surtout prêts à inventer leur avenir.

Nous les avons écoutés, nous les avons entendus

Nos élèves sont fantastiques, plaidant quasiment sans recourir aux notes, avec illustrations, images et sono. Ils/elles ont déjà gagné le combat contre la timidité et contre la peur.

«*Ils ont osé faire le grand saut, sortir de leur zone de confort, ils ont osé prendre la parole et faire valser les mots. Les mots qui nous lient au monde et aux autres!*»¹.

Ils/elles nous disent leur travail avec leurs professeur.e.s de français, d'histoire, de morale;

Le jury et le public sont enthousiastes. Chacun est prêt à revenir l'an prochain.

Des professeur.e.s attentif.ve.s et complices et des chefs d'établissement applaudissent leurs élèves; des parents entourent leur fils, leur fille, subjugués par les performances.

Et toute la salle est en ébullition: plus de 350 condisciples leur font un triomphe à l'annonce des résultats.

Ce fut une après-midi exceptionnelle: nous pouvons tout espérer de nos jeunes!

«*À l'heure où nous assistons au reflux des grandes religions et des utopies politiques apparaît pour chacun l'exigence de penser sa vie et de vivre sa pensée*»².

1. *La parole est un sport de combat*, Bertrand Périer - éd. JC.Lattès - p.3, 4.

2. A. Comte-Sponville, interviewé par Michel Grodent, *Ce que penser veut dire*, Le Soir 28 avril 1988.

Un rêve d'adolescent? Un rêve de prof?

Adolescent, je rêvais de participer à un concours d'éloquence.

Prof, j'avais envie de voir mes élèves prendre la parole publiquement pour défendre leurs idées, à la manière d'Antigone au pied des murs de Thèbes. L'éloquence est une arme. Les mots savent faire vibrer les autres: les mots pour réfléchir, les mots pour séduire, les mots pour convaincre... et l'audace de les dire! Certains élèves ont la tchatche, d'autres écrivent de manière merveilleuse. Des talents sommeillaient dans les classes, il était temps de les éveiller.

Alors, en 2015, avec une équipe qui croit que le meilleur peut surgir des enfants, dans le cadre des activités que nous menons pour la défense et la promotion de l'enseignement public et de l'éducation laïque, nous avons créé «Tribun(s) de la plaide!», un concours de plaidoirie destiné aux élèves de 5^e, 6^e et 7^e années de l'enseignement officiel de la région de Charleroi.

Depuis 4 années, les sujets proposés aux élèves, en phase avec la réalité quotidienne, n'ont cessé de démontrer la richesse des idées que ceux-ci avaient à transmettre:

- en 2015, les élèves ont traité la thématique de la montée du populisme dans une Europe en proie à la crise économique;
- en 2016, c'est le thème de «l'Europe face aux migrants» qui avait été retenu;
- en 2017, c'est avec lucidité que les élèves ont proposé de résister au terrorisme;
- cette année, face à une démocratie en crise, les jeunes citoyen.ne.s ont décidé de s'engager.

Thibaut BIERNY, vice-président de la LEEP Charleroi



C'est l'heure des papas!

Depuis 2002, après la naissance de leur enfant, les pères ont la possibilité de prendre dix jours de congé. Pourtant, ils ne sont actuellement que 6 sur dix à en profiter. Un renforcement du congé de paternité est pourtant un levier essentiel de l'égalité hommes-femmes, à la fois pour lutter contre les discriminations faites aux femmes sur le marché de l'emploi et celles vécues par les jeunes pères souhaitant s'investir dans leur vie de famille.

C'est avec émotion qu'Antoine¹ se souvient de son congé de paternité. «*Les vingt jours qui ont suivi la naissance de mon petit bonhomme ont été merveilleux*», explique le jeune père. «*Être coupé du monde, à l'abri dans notre cocon, était incroyablement agréable. Mais même après vingt jours de congé, je n'étais absolument pas prêt à laisser mon fils et ma compagne tous seuls à la maison. La maman a vite eu besoin de sortir, de voir des gens. Moi, non. Je ne suis ressorti que la veille de ma reprise de travail. Les premiers jours, j'avais une énorme boule au ventre. Je me trouvais à 50 km de ma petite famille et n'étais pas capable d'être présent dans la minute en cas de problème. C'était très difficile à gérer. Je pense qu'il m'aurait fallu un mois pour réatterrir dans le monde réel en douceur*».

Pour parvenir à ces vingt jours de congé, Antoine a fait comme beaucoup de papas: il a bricolé, ajoutant deux semaines de congés annuels au congé de paternité de dix jours accordé depuis 2002 en Belgique². Il n'est pas le seul à penser que ces dix jours sont bien trop courts. «*Mon aînée a connu quelques problèmes de santé, lorsqu'elle avait trois semaines*», raconte

Julien, 33 ans. «*C'était dur de partir le matin pour aller bosser, après une nuit blanche, et de laisser ta copine toute seule à gérer ce truc que tu ne comprends pas. Tu essayes d'aider quand tu rentres, comme tu peux, mais tu n'es pas là pendant la moitié de la journée. C'est très frustrant. Si j'avais pu passer plus de temps à la maison, ça se serait beaucoup mieux passé pour tout le monde*».

Comme Antoine et Julien, les pères souhaitant s'investir davantage dans leur vie familiale sont de plus en plus nombreux. Les mentalités ont changé, et il n'est plus rare de voir des hommes à la sortie des crèches et des écoles, sac à langer en bandoulière et poussette au bout des bras. Sur les réseaux sociaux, les pères affichent aussi fièrement que leur compagne les exploits de leur marmaille³; et on les croise désormais tout autant dans la salle d'attente du pédiatre qu'au bord du terrain de foot pour encourager le petit dernier.

Néanmoins, ainsi que le révèle la Ligue des Familles⁴, les jeunes papas ne sont encore que six sur dix à prendre leur congé de naissance. Un tiers des pères qui ne l'ont pas pris ne connaissait pas l'existence

de ce congé, ou ne savaient pas qu'ils y avaient droit. 15 % n'y avaient effectivement pas droit: il s'agit ici principalement des indépendants⁵. Près d'un sur cinq n'avaient pas envie ou n'étaient pas intéressés par ce congé. Enfin, un père sur cinq n'a pas pris son congé par peur de perdre des revenus, ou que cela ait des conséquences sur sa carrière professionnelle.

Ces chiffres sont interpellants. En passant à côté du congé de paternité, les jeunes pères ratent en effet l'opportunité de créer un lien et de construire une relation forte avec leur enfant dès ses premiers jours. Un moment privilégié pour se découvrir mutuellement, mais également pour apprendre: c'est le moment où s'acquièrent tous les bons gestes, ceux du bain, du change, des soins, des biberons, ces gestes qui plus tard permettront aux pères de prendre place à part entière dans l'organisation familiale. «*Je n'ai pas eu la chance d'avoir un congé de paternité*», raconte Jean-Paul, 52 ans. «*Du coup, c'est vrai que j'ai toujours eu un peu de mal avec mes enfants, quand ils étaient tout petits. Je n'osais pas trop y toucher, je laissais leur maman faire. Avec le recul, et quand je vois la*



La naissance des **Femmes Prévoyantes Socialistes** trouve son origine dans l'histoire de la Mutualité Socialiste. Les FPS sont nées en 1922, du besoin de créer des caisses d'entraide mutuelle pour les femmes ouvrières, les femmes d'ouvriers et leurs enfants. Ces caisses étaient gérées de manière autonome par les militantes socialistes et basées sur le principe de la solidarité et de la prévoyance. Aujourd'hui, l'action des FPS peut se traduire en trois mots clés: l'information, la sensibilisation et la mobilisation.

Plus d'infos: www.femmesprevoyantes.be



Au bout de 11 jours, mon copain est retourné au travail.



Dans un strip posté sur son blog, l'illustratrice **Emma**, qui a beaucoup fait parler d'elle avec sa bande-dessinée sur la charge mentale, se penche sur la maternité, et plus précisément la période post-accouchement du congé parental. Elle y démontre l'absurdité pour les femmes de se retrouver seules à gérer l'arrivée du bébé.

À lire sur : www.emmalit.com
(Les vacances - janvier 2017)

relation que mon fils a avec son fils, je trouve ça dommage».

Le congé de paternité, un outil pour l'égalité

Aussi, l'arrivée d'un nouvel enfant bouscule généralement considérablement le quotidien. Entre les démarches administratives, les tâches familiales (surtout s'il y a déjà d'autres enfants), les obligations sociales et ce nouveau-né qui réclame une attention constante, difficile pour les jeunes mères de s'en sortir seule. Et même si de nombreux parents solos y parviennent chaque jour, mieux vaut être deux pour faire face. «L'arrivée de Noumia a été un vrai chamboulement», témoigne Samir. «On a dû revoir tout notre planning, s'organiser, essayer de dormir quelques heures quand même. Je ne sais pas comment mon épouse aurait fait sans moi. Pendant qu'elle se reposait un peu, j'ai appris à découvrir ma fille. Sa maman avait déjà fait connaissance pendant neuf mois, j'ai pu rattraper un peu de ce temps».

En Belgique, la durée légale du congé de maternité est de quinze semaines, dont

au moins obligatoirement une semaine à prendre avant l'accouchement et neuf semaines à prendre après. À ce temps, nécessaire aux mères pour se remettre physiologiquement de leur accouchement, s'ajoutent cinq semaines de congé supplémentaires, non obligatoires, à prendre avant ou après la naissance. Un congé indispensable aux jeunes mères pour accueillir sereinement leur enfant, que nous ne souhaitons bien entendu pas remettre en question. Mais pourquoi ne pas octroyer les mêmes avantages aux jeunes pères?

Voilà bien longtemps qu'aux Femmes Prévoyantes Socialistes, nous militons pour un congé de paternité obligatoire, d'une durée minimum d'un mois. Nous pensons en effet que le congé de paternité est un formidable outil pour faire évoluer les mentalités. Aujourd'hui, en Wallonie, les femmes consacrent chaque semaine en moyenne onze heures de plus que les hommes au travail ménager, aux soins et à l'éducation aux enfants⁶. Un chiffre qui ne concerne que le temps passé à effectuer physiquement les tâches. «Le temps passé à planifier et orga-



souhaitant s'investir dans leur vie de famille. «Impossible de m'arrêter plus de trois jours», raconte Miguel, ouvrier dans le secteur de la construction. «Là, on m'a promis une promotion d'ici quelques mois. Si je m'absente maintenant, c'est certain que je n'aurai pas le poste, le patron me l'a clairement fait comprendre». Face à cela, nous exigeons des pouvoirs publics, en plus d'un congé obligatoire, qu'ils mettent en place des dispositions légales assurant aux travailleurs une protection contre le licenciement et les éventuelles discriminations liées à la prise d'un congé de paternité ou de coparentalité.

Une cuillère pour maman, une cuillère pour papa

Aujourd'hui, en Belgique, le marché du travail reste traversé de nombreuses inégalités: temps partiels, salaire moindre, plafond de verre, confinement dans certains secteurs et à certains postes... Les femmes demeurent fortement discriminées, tandis que les hommes peinent à s'affranchir des stéréotypes. Or, un congé de paternité plus long permettrait d'équilibrer davantage les rôles sociaux, offrant une meilleure articulation entre vies professionnelle et privée pour toutes et tous.

Et qui dit «meilleure articulation», dit «moins de stress». Et donc une meilleure productivité. Plusieurs entreprises privées l'ont bien compris. Ainsi, en juillet dernier, une grosse société pharmaceutique avertit ses milliers d'employés en Belgique. En janvier, la filiale belge d'une multinationale informatique embrayait, offrant un mois de congé supplémentaire aux jeunes pères. Une pratique certes encore marginale, mais qui démontre une réelle évolution dans les mentalités et la reconnaissance de la mixité au sein de l'entreprise comme levier de croissance et de créativité.

Certains de nos voisins font également office de précurseurs. Ainsi, en Suède, les parents se partagent à leur guise 480 jours de congés parentaux, à la condition que chacun prenne au moins trois mois. Durant la majeure partie de cette période, ils reçoivent 80 % de leur salaire. La Norvège prévoit quant à elle dix semaines de congé parental réservées aux hommes, couvrant 90 % de leur salaire. Le Portugal fait également figure de bon élève, avec son congé de paternité obligatoire de quinze jours, auquel s'ajoute un congé facultatif de dix autres jours, et la possibilité de transférer une partie du congé de maternité au père sur simple demande.

En Belgique, plusieurs partis politiques, dont le PS, Écolo et le CD&V, ont déposé des propositions de loi visant à rendre obligatoire et à allonger le congé de paternité. Une proposition de loi visant à octroyer un congé de paternité aux indépendants est également sur la table depuis plusieurs mois. Nous le voyons, une dynamique positive tend à se mettre en place... À nous aujourd'hui de nous mobiliser pour faire définitivement pencher la balance en faveur des pères!

Renforcer le congé de paternité est un geste fort. C'est reconnaître et consacrer le rôle et la place du père auprès de l'enfant dès sa naissance. C'est œuvrer pour une société plus égalitaire et permettre à chacun.e de poser ses choix de vie en toute liberté. Enfin, c'est revendiquer pour toutes et tous les mêmes droits, et offrir à chacun.e les mêmes possibilités.

1. Afin de respecter l'anonymat des personnes interviewées, tous les prénoms ont été modifiés.
2. Depuis 2002, les papas ont droit à dix jours de congé, dont les trois premiers sont rémunérés à 100 % et les sept suivants à 82 % du salaire. Ils peuvent prendre ces jours d'affilée ou les échelonner dans un délai de quatre mois après l'accouchement. Notons que depuis 2011, le co-parent, c'est-à-dire le travailleur qui n'a pas de lien de filiation avec l'enfant nouveau-né de son partenaire, peut également sous certaines conditions, de la même manière qu'un père ordinaire, avoir droit à 10 jours de congé lorsque sa partenaire accouche.
3. Mais est-ce réellement une avancée?
4. Le Baromètre des parents 2017, dossier réalisé par le Service d'études et d'action politique de la Ligue des Familles, Amélie Hosdey-Radoux, Matthieu Paillet, Alexandra Woelfle, sous la direction de Delphine Chabbert, décembre 2017.
5. Le congé de paternité est ouvert exclusivement aux salariés et aux fonctionnaires. Les travailleurs indépendants, les demandeurs d'emploi, les étudiants ou encore les travailleurs précarisés sans contrat de travail, ne bénéficient pas de ce congé payé à la naissance de leur enfant.
6. Sile O'Dorchai, «Égalité entre les femmes et les hommes en Wallonie: Photographie statistique. Cahier 2: Le genre et l'emploi du temps en Wallonie», Rapport de l'IWEP, 2017.
7. Anna Safuta, «Aider n'est pas partager: la charge mentale des femmes en couple hétérosexuel», FPS, 2017.

niser ces tâches afin qu'elles s'enchaînent et permettent le fonctionnement du ménage, le poids temporel de la charge mentale donc, n'a pas été comptabilisé», souligne la sociologue Anna Safuta⁷. En favorisant leur implication dès la naissance, en les immergeant immédiatement et complètement dans leur nouveau rôle, le congé de paternité permet aux nouveaux pères d'acquiescer la confiance et les compétences nécessaires pour occuper pleinement leur place au sein de la famille.

Aussi, le congé de paternité apparaît comme un levier essentiel pour lutter contre les discriminations faites aux femmes sur le marché de l'emploi, notamment à l'embauche. Nombreuses/eux sont en effet encore les employeuses/eurs à préférer engager un homme plutôt qu'une femme, susceptible d'avoir des enfants et donc de s'absenter plusieurs mois. Conférer le même «avantage» aux hommes permettrait de rééquilibrer les choses et de changer le regard des entreprises sur la parentalité.

Un congé de paternité obligatoire permettrait également de lutter contre les discriminations vécues par les jeunes pères

Enfant en surpoids: comment réagir face aux moqueries à l'école?

À l'école ou ailleurs, il n'est pas rare que des enfants en surpoids¹ subissent jugements et moqueries, et soient malmenés par leurs camarades. Les enseignant.e.s peuvent se sentir démuni.e.s face à ces situations délicates. Comment aider ces enfants tant par rapport à leurs comportements alimentaires, qu'aux difficultés qu'ils rencontrent (mal-être, préjugés, stéréotypes, stigmatisation)?



L'asbl Question Santé est un acteur reconnu dans le domaine de la santé, en matière d'information, d'éducation, d'animation, de gestion de projet et de communication. Elle met en débat les enjeux individuels et collectifs de la santé et les traduit en projets et outils, accessibles à des publics variés. Intégrée dans de multiples réseaux d'acteurs institutionnels et de terrain.

Plus d'infos : www.questionsante.org

La stigmatisation du poids s'exprime par des stéréotypes, des préjugés et des traitements injustes envers les personnes en surpoids ou obèses. Elle peut commencer à l'école, dès le plus jeune âge, sous forme de commentaires déplaisants, de critiques ou de moqueries. Parfois, les personnes en surpoids sont aussi exclues socialement, voire agressées physiquement. Les préjugés les plus répandus associés à ces personnes sont le manque de volonté, la paresse, le laisser-aller, la laideur, la faiblesse... Chez l'enfant stigmatisé, ces critiques concourent à une baisse de l'estime de soi, au développement d'un sentiment de culpabilité ou de honte, dû à l'impression d'être «inadéquat», et à une tendance à s'isoler.

«Les enfants en surpoids qui font l'objet de moqueries et de brimades à cause de leur poids ont 2 à 3 fois plus de risques de développer des pensées suicidaires que ceux qui ne sont pas

tourmentés», selon Rebecca Puhl, l'auteure de *Stigmatisation sociale de l'obésité: causes, effets et quelques solutions pratiques*².

Ces conséquences psychiques et sociales néfastes sont encore accentuées par le fait que, dans notre société, la minceur est perçue comme l'idéal à atteindre... et à respecter. Cette norme est une construction sociale et culturelle, alimentée notamment par les médias et l'industrie agroalimentaire. Les messages constamment véhiculés, qui font la promotion d'un corps mince, sportif, svelte, présenté non comme «idéal» mais bien comme «normal», contribuent au renforcement de nos préjugés envers les personnes en surpoids ou obèses. Tout corps qui s'écarte de ce standard vanté comme l'unique gage de beauté est à condamner, à transformer... et peut, sans autre forme de procès, être l'objet de railleries, de dédain, voire de rejet. Et, paradoxalement, ces mêmes médias incitent à la

surconsommation et prônent une société de surabondance.

Le surpoids est une forme de différence parmi d'autres. À l'école comme en famille, on peut ouvrir le débat avec les enfants en les amenant à se questionner sur cette norme de minceur, en parlant de la diversité des corps, du droit à la différence. «*Toutefois, ce discours n'aura d'impact que si les adultes reconnaissent que ces différences font parfois mal...*», explique Nicolas Zdanowicz, psychiatre aux Cliniques Universitaires Mont-Godinne³.

Les clés pour prévenir la prise de poids de l'enfant

Le mode alimentaire et le degré d'activité physique constituent les motifs essentiels de prise de poids chez l'enfant (même si certains facteurs de risque existent, comme la génétique). L'objectif, lorsque l'on cherche à prévenir ou stopper la prise de poids d'un enfant, est de modifier

Bouboule (2014) de Bruno Deville.



durablement ses comportements alimentaires et son mode de vie. L'idée n'est donc pas d'imposer à l'enfant en surpoids un régime restrictif qui sera mal accepté, vécu comme une punition et donc inefficace, du moins à long terme, mais plutôt de créer autour de lui un environnement favorable à des habitudes plus saines.

Un enfant passe une grande partie de sa journée à l'école. Pour qu'il adopte des comportements propices à une bonne santé, c'est donc à la fois dans la sphère familiale et dans le cadre scolaire qu'il faut agir et montrer l'exemple.

En ce qui concerne les habitudes alimentaires, le choix des menus à la cantine ou des aliments dans la boîte à tartines revêt toute son importance (diversité, découverte des goûts et plaisir de manger, équilibre des

familles alimentaires...), tout comme le temps dédié aux repas et l'ambiance dans laquelle ils sont pris (prendre le temps de manger en mâchant tranquillement, ne pas faire du repas un moment de stress). En classe, on peut discuter tous ensemble de l'alimentation, proposer des activités sur les familles d'aliments, les différentes habitudes alimentaires (culturelles, religieuses) ou éveiller l'esprit critique sur la question des aliments dits «ultra-transformés» ou industriels, riches en sucres, en graisses et en additifs. Plusieurs idées peuvent être mises en place en fonction de l'âge des élèves. Quant à l'activité physique, des moments dédiés au sport et aux jeux actifs dans la cour de récréation sont essentiels pour que l'enfant bouge le plus possible. Un enfant qui grossit se sentira de moins en moins à l'aise lors des activités

sportives et aura tendance à les esquiver. Bien sûr, les parents sont là pour permettre aux enfants de jouer, de courir, de se dépenser et de faire du sport en dehors de l'école également.

Des moqueries à l'école, comment et à quel moment réagir?

Le signal d'alarme peut être donné par l'enseignant.e qui assiste à des scènes de moqueries. Il peut aussi émaner d'un parent inquiet qui note un mal-être chez son enfant, ou auquel ce dernier a rapporté les railleries subies. Parfois, c'est l'enfant lui-même qui lance un appel à l'aide en venant se confier à l'enseignant.e, l'éducateur.trice ou tout autre adulte au sein de l'école. Il est important d'aborder le problème dès qu'il surgit et de chercher à le résoudre, afin de ne pas laisser s'instal-

Voyons large



Le projet **Voyons large** de l'asbl **Question Santé** questionne la norme de minceur dans nos sociétés et ses répercussions sur les habitudes alimentaires, la généralisation des régimes, la discrimination des personnes en surpoids, la santé. Ni moraliser, ni juger mais s'interroger... tout en mettant en valeur la diversité des corps et en proposant un autre regard sur les questions de poids, ainsi que sur nos rapports à la nourriture et à l'image de soi. Ce projet rappelle que cette norme de minceur est avant tout une construction sociale qu'il nous appartient de déconstruire.

Plus d'infos: www.voyonslarge.be

ler un schéma récurrent dans lequel l'enfant devient une victime.

C'est à ce stade que le rôle de l'adulte est important: il montrera à l'enfant qu'il peut agir devant un problème ou un conflit. Face à un enfant qui subit des moqueries, l'enjeu - que ce soit pour les parents ou pour les enseignants - est d'épingler le problème sans le banaliser ni le dramatiser. C'est-à-dire de pouvoir dire à l'enfant «il y a un problème, il existe une solution»⁴. Il s'agit d'éviter que le poids devienne un obstacle dans la vie de l'enfant. L'adulte est là pour aider l'enfant à devenir acteur de sa vie et à prendre des décisions pour lui-même, sans lui imposer de maigrir ou de réagir de telle ou telle façon aux critiques, mais en l'incitant plutôt à se questionner sur ce qu'il ressent et à se demander ce qu'il pourrait faire pour se sentir mieux, améliorer cette situation qu'il vit mal.

L'instituteur.trice doit-il.elle réprimander les autres élèves?

L'enseignant.e va veiller à ce que l'enfant moqué soit à nouveau respecté et à ce qu'il soit apprécié, aimé. Pour ce faire, l'adulte peut prendre position de façon prudente, en évitant les interventions frontales et en cherchant à inciter à la réflexion. En effet, si l'enfant a le sentiment d'être pris en pitié, cela va alimenter la baisse de l'estime de soi, il aura le sentiment d'être «faible» et peu autonome. L'idée n'est donc pas de faire la morale aux enfants moqueurs, mais plutôt de tenter une approche constructive: par exemple, une méthode efficace peut être d'aborder en classe un thème «éthique», avec une mise en situation (sans se focaliser sur le poids) durant laquelle les enfants se positionnent, «qu'est-ce que je ressentirais si on me faisait ça? Comment je réagirais si?...». L'instituteur.trice peut traiter en classe le problème sous l'angle

du rapport aux autres, du respect d'autrui, des dynamiques au sein d'un groupe.

1. Définition de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), www.who.int: «Le surpoids et l'obésité se définissent comme une accumulation anormale ou excessive de graisse corporelle qui peut nuire à la santé.»
2. Rebecca Puhl, *Stigmatisation sociale de l'obésité: causes, effets et quelques solutions pratiques*, in Diabetes Voice, mars 2009.
3. Interview du Pr Nicolas Zdanowicz, psychiatre aux Cliniques Universitaires Mont-Godinne, Voyons Large, www.voyonslarge.be
4. Pr Nicolas Zdanowicz, *op. cit.*

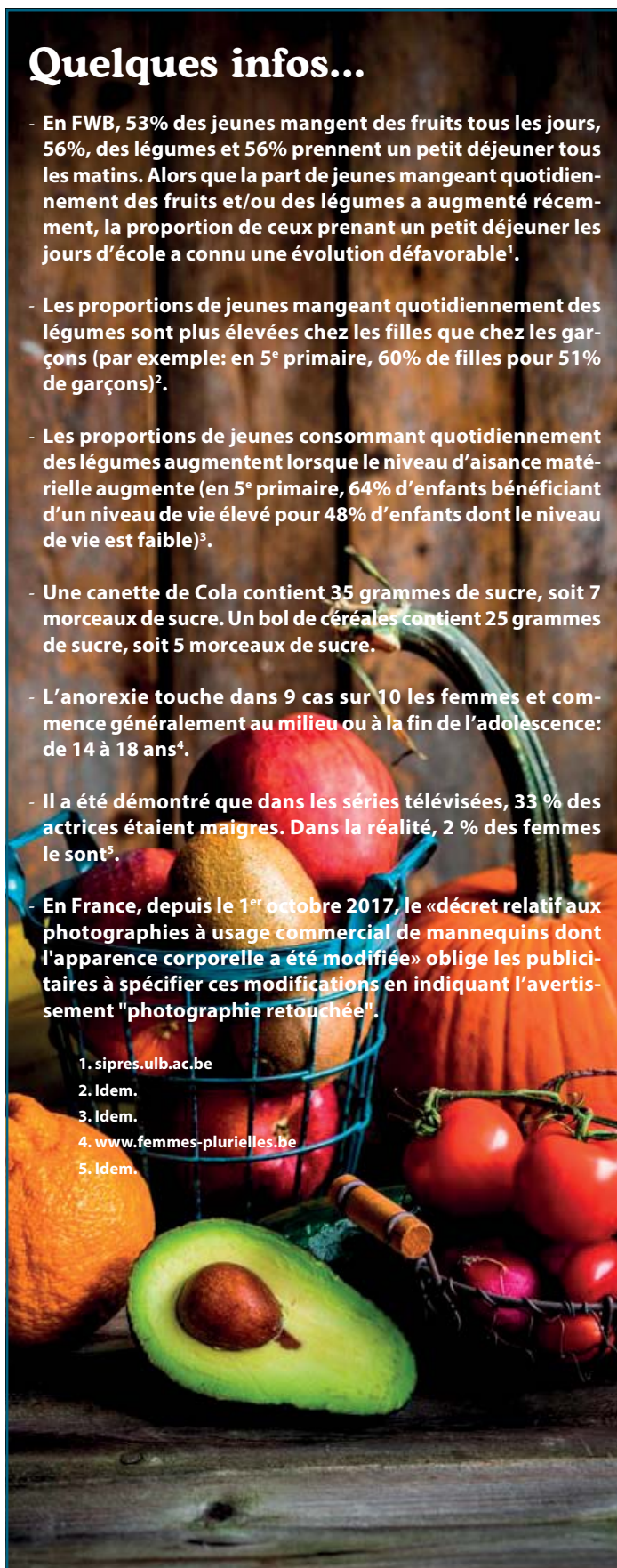
Sources:

- Interview du Pr Nicolas Zdanowicz, psychiatre aux Cliniques Universitaires Mont-Godinne, *Voyons Large*
- Interview de Marie-Josée Mozin, diététicienne pédiatrique et présidente honoraire du Club européen des Diététiciens de l'enfance (CEDE), *Voyons Large*
- *Obésité, les normes en question*, coll. «Exclusion-Inclusion», éducation permanente, Question Santé asbl, 2009, www.questionsante.org/assets/files/EP/obesite.pdf
- Projet *Manger Bouger* de l'asbl Question Santé, www.mangerbouger.be

Quelques infos...

- En FWB, 53% des jeunes mangent des fruits tous les jours, 56% des légumes et 56% prennent un petit déjeuner tous les matins. Alors que la part de jeunes mangeant quotidiennement des fruits et/ou des légumes a augmenté récemment, la proportion de ceux prenant un petit déjeuner les jours d'école a connu une évolution défavorable¹.
- Les proportions de jeunes mangeant quotidiennement des légumes sont plus élevées chez les filles que chez les garçons (par exemple: en 5^e primaire, 60% de filles pour 51% de garçons)².
- Les proportions de jeunes consommant quotidiennement des légumes augmentent lorsque le niveau d'aisance matérielle augmente (en 5^e primaire, 64% d'enfants bénéficiant d'un niveau de vie élevé pour 48% d'enfants dont le niveau de vie est faible)³.
- Une canette de Cola contient 35 grammes de sucre, soit 7 morceaux de sucre. Un bol de céréales contient 25 grammes de sucre, soit 5 morceaux de sucre.
- L'anorexie touche dans 9 cas sur 10 les femmes et commence généralement au milieu ou à la fin de l'adolescence: de 14 à 18 ans⁴.
- Il a été démontré que dans les séries télévisées, 33 % des actrices étaient maigres. Dans la réalité, 2 % des femmes le sont⁵.
- En France, depuis le 1^{er} octobre 2017, le «décret relatif aux photographies à usage commercial de mannequins dont l'apparence corporelle a été modifiée» oblige les publicitaires à spécifier ces modifications en indiquant l'avertissement "photographie retouchée".

1. sipres.ulb.ac.be
2. Idem.
3. Idem.
4. www.femmes-plurielles.be
5. Idem.



La formation des enseignant.e.s, aujourd'hui et demain!

Le 17 mars dernier à la Maison de la Laïcité d'Ottignies, le Conseil d'administration de la Ligue a consacré une séance de travail sur les enjeux de la formation des enseignant.e.s. Était invité Alain Wilkin, directeur de la catégorie pédagogique de la Haute Ecole Francisco Ferrer de la Ville de Bruxelles, qui a introduit la discussion. Voici un bref compte-rendu de cette matinée de réflexion.

Difficile de parler de formation, commence Alain Wilkin, sans parler du métier. Si nous partons de nos propres souvenirs et que nous nous remémorons les enseignant.e.s qui nous ont marqué.e.s, ils/elles avaient généralement deux qualités: les savoirs qu'ils/elles transmettaient nous enthousiasmaient et la relation avait une influence sur la construction de l'humain en nous.

À partir de ce point de départ, il est intéressant de mesurer tous les changements intervenus dans la mission d'un enseignant.e.s.

Transmettre des savoirs, reproduire, accompagner le changement

Initialement, le rôle attendu de l'enseignant.e renvoie à la transmission d'un savoir et à la reproduction de normes sociales, l'enseignant.e étant considéré d'abord comme détenteur.trice d'un savoir qu'il s'agit d'imprimer dans les esprits selon le modèle classique de l'empreinte. Mais aujourd'hui, ce n'est plus uniquement ce que l'on attend d'un.e enseignant.e: il/elle doit, à côté du rôle traditionnel de transmetteur et de garant.e de la qualité des savoirs transmis, ne pas reproduire la situation existante, et impulser le changement. Songeons, à titre d'exemple, aux attentes concer-

nant les rapports entre filles et garçons, où il s'agit de ne pas reproduire les stéréotypes de genres.

Former pour «apprendre à apprendre»

Les étudiant.e.s qui se forment sont marqué.e.s par leur première éducation, reçue en famille et dans leur vie sociale, et par leur formation scolaire. Il faut en tenir compte. Le rôle de l'enseignant.e n'est plus de transmettre un savoir mais plutôt «d'apprendre à apprendre». Cela modifie donc substantiellement le rôle de l'enseignant.e d'une école pédagogique. Il ne s'agit plus seulement d'être expert.e dans son domaine disciplinaire. Il s'agit d'enseigner «comment faire apprendre».

Lier les apprentissages à une vision de la société

Eu égard à l'axe des valeurs, on voit bien aussi que le rôle des enseignant.e.s a changé, par rapport à la relation d'autorité, dans les interactions avec les familles. Il est sensible d'observer sur le terrain que certain.e.s professeur.e.s transmettent des contenus disciplinaires sans les relier à une vision de la société, tandis que d'autres lient leur enseignement à une vision plus stratégique de la société globale. Il en va de même dans l'enseignement supérieur, ce qui

complique le fait de former les futur.e.s enseignant.e.s à cette articulation.

Des profils d'étudiant.e.s variés

Dans la formation des futur.e.s professeur.e.s, il faut également tenir compte du fait que les étudiant.e.s ont des profils variés. Si certain.e.s arrivent directement du secondaire dans le supérieur avec la vocation de devenir enseignant.e, ce ne sont pas les plus nombreux.se. Beaucoup intègrent l'enseignement pédagogique après avoir fait une ou plusieurs tentatives dans d'autres filières du supérieur. Mais même quand les étudiant.e.s viennent directement du secondaire, ils sortent autant du général que du qualifiant, sans parler des différentes orientations. Une autre catégorie d'étudiant.e.s gagne en importance: celle des adultes qui se recyclent après une vie professionnelle, parfois déjà longue, dans d'autres secteurs d'activité. Ce sont en général des étudiant.e.s très motivé.e.s avec un haut degré d'exigence.

Une reconnaissance réduite de la société

C'est un fait, l'enseignement est un métier aujourd'hui peu reconnu. Cela a toutes sortes d'effets sur les réalités professionnelles et par rebond, sur la



formation des enseignant.e.s. Par exemple, bien qu'il soit établi que les premières années de la vie sont essentielles dans la formation, on trouve normal que plus les élèves sont jeunes (maternel, primaire), moins les enseignant.e.s sont formé.e.s. On ne parvient pas davantage à abaisser l'âge de l'obligation scolaire. Et pourtant, on sait également que l'absence de scolarité en bas âge est source d'inégalité et de discrimination. La féminisation de la profession, le caractère inégalitaire qui se perpétue sont, chacun à leur manière, une sorte de marqueur de ce faible niveau de reconnaissance. Par-dessus tout, l'enseignement est un métier critiqué, où chacun se sent compétent, sur base fantasmée de sa propre expérience d'élève ou de parent. Existe-t-il d'autres métiers, où tout le monde croit savoir et donne son opinion? À quoi bon dès lors s'y former?

La qualité des enseignant.e.s est liée à la qualité de la formation

Et cependant, c'est une vérité parfaitement illustrée sur un plan international: mieux sont formé.e.s les enseignant.e.s et

meilleurs ils/elles sont. Ce qui n'a pas empêché les bricolages en la matière: à la fin des années 80, le passage de 2 à 3 ans, la réforme de la Ministre Dupuis qui a morcelé la formation en fragilisant une approche plus globale de l'enfant... Les grilles horaires sont aujourd'hui surchargées, mais laisse-t-on aux étudiant.e.s le temps de «maturer» leur projet professionnel, de devenir... enseignant.e?

C'est dire que la réforme en préparation est importante et prometteuse, en ne perdant pas de vue qu'elle se produit dans le cadre du système actuel, qui a vu l'effacement de la classe au profit de parcours beaucoup plus individualisés, davantage placés sous la responsabilité des étudiant.e.s eux/elles-mêmes, qui jonglent avec les crédits et choisissent un peu à la carte le moment où ils/elles suivent certains cours. Quels sont les changements en vue?

- La durée augmente: de trois à quatre ans pour la formation générale avec en option, une cinquième année facultative. Le premier diplôme correspondra à un barème 301 amélioré; la cinquième année donnera accès à un barème 501;

- la formation devient pleinement interdisciplinaire et devient le fruit d'un travail commun entre l'enseignement supérieur et les universités qui bénéficient d'une habilité, soit sous la forme de collaborations (une sous-traitance), soit d'un véritable partenariat qui débouche sur une co-diplômation;

- la réforme ouvre aussi la possibilité pour un.e futur.e instituteur/trice d'enseigner dans les premières années du secondaire, ou, inversement, à un régent, d'enseigner dans le primaire.

Tout cela est très positif, mais il reste encore bien des écueils. L'enseignement catholique semble de plus en plus freiner des quatre fers. L'impact budgétaire du projet est considérable, tant dans l'enseignement supérieur que sur le budget de l'enseignement en général, vu l'accroissement du coût salarial qui résultera de la réforme. Il ne faut pas négliger non plus la difficulté de mettre en œuvre les partenariats entre Hautes Ecoles et universités dont les cultures professionnelles divergent parfois beaucoup.

Rester vigilant.e.s

Comme le rappelle Guy Hattiez¹, il faudra aussi faire face à deux ans de pénurie de nouveaux diplômés vu l'allongement des études, et prendre en compte les spécificités de chaque institution: il y a dans les Hautes Ecoles de bon.ne.s didacticien.ne.s dont il ne faut pas négliger l'apport, comme les services universitaires, qui de leur côté, ont une expertise dont il faut pouvoir faire bénéficier la formation des enseignant.e.s, en renforçant le contact avec les résultats de la recherche. C'est, en effet, la conception même de la formation qui est différente dans les universités et les Hautes Ecoles, intervient Guy Vlaeminck², les Hautes Ecoles prolongent en quelque sorte l'enseignement secondaire, tandis que la formation universitaire marque une rupture avec cet enseignement.

L'actualité récente du cours d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté doit également rendre attentif aux évolutions. Le régentat en français et morale est sans doute promis à s'éteindre rapidement tandis que le certificat pour l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté est appelé à se développer. La formation est organisée à la Haute Ecole Francisco Ferrer avec trois axes: la philosophie et l'histoire des religions, la pratique pédagogique, la connaissance des institutions, de l'argumentation et de la philosophie pour les enfants. La formation est dispensée en horaire décalé et les étudiant.e.s qui la suivent sont soit des anciens étudiant.e.s, soit ... des ancien.ne.s professeur.e.s de religion.

1. Président de la Ligue régionale de Mons.

2. Président sortant de la Ligue.

Constellations: la Grande Ourse ressemble-t-elle à une grande ourse?

En vacances dans des lieux où le ciel nocturne est encore suffisamment riche en étoiles, j'ai souvent l'occasion de montrer les étoiles à des ami.e.s curieux.ses d'apprendre le nom des étoiles et des constellations: la Grande Ourse, le Cygne, la Lyre, Andromède, Pégase... On me dit alors souvent: «Ces Anciens, alors, ils hallucinaient! Franchement, tu vois vraiment une ourse, là? Un cygne à la rigueur, mais une lyre, une princesse d'Éthiopie, un cheval ailé?». Et on se moque de l'imagination un peu naïve des Grecs¹. Je dois bien reconnaître qu'en effet, je ne vois pas vraiment de princesse. Et pourtant, c'est ce que j'essaierai d'expliquer ici, placer Andromède à cet endroit du ciel avait sans doute du sens pour une civilisation aujourd'hui disparue.

Petite histoire des constellations

On appelle «constellation» un groupe d'étoiles dessinant une forme suffisamment frappante pour qu'une civilisation la nomme d'après un animal, un personnage ou un objet à qui il ressemble: les étoiles du Scorpion, par exemple, forment un ensemble qui évoque irrésistiblement cet animal, et sont ainsi nommées depuis l'époque sumérienne (il y a plus de 4000 ans).² En Occident, nos constellations actuelles sont essentiellement l'héritage de la Grèce Antique,

notamment de Ptolémée, qui les a cataloguées il y a presque 2000 ans. Ces 48 constellations de la science méditerranéenne ont été enrichies par une quarantaine d'ajouts du XVII^e siècle, qui couvrent certaines zones pauvres en étoiles brillantes ainsi que le ciel de l'Hémisphère Sud, inconnu des Grecs. Enfin, le tout a été précisément fixé par les astronomes modernes en 1930. Ainsi, de même que l'Europe est divisée en 51 pays, tout le ciel est divisé en 88 constellations officielles reconnues par les astronomes du monde entier.

Notons que nous savons depuis longtemps maintenant qu'une constellation donnée, comprenant des étoiles de tailles et de distances variées, est le fruit de simples effets de perspective: vu d'une planète extra-solaire située à quelques dizaines d'années-lumière³, le Scorpion ressemblerait peut-être à un porc-épic, une tulipe ou un écureuil, ou plus probablement, à rien de tout cela. Le Scorpion n'est scorpionnesque, en somme, que pour la minuscule partie de l'Univers où nous habitons.

Les Anciens sont-ils naïfs?

Une dizaine de constellations possèdent des formes vraiment frappantes. Orion figure en effet un géant musclé, épée à la ceinture. Le Cygne au long cou semble réellement voler au zénith un soir d'août. Et ma préférée, le Dauphin, qui en six étoiles (belle économie de moyens) évoque la grâce légère de cet animal.

En revanche, beaucoup d'autres laissent perplexes tant elles ne s'apparentent pas aux personnages annoncés: ainsi par exemple Cassiopée, qui ressemble à un W plus qu'à une reine d'Éthiopie, ou la célèbre Grande Ourse, qui rappelle plutôt une casserole. La palme de la déception revient peut-être à Andromède: en lieu et place d'une belle princesse orientale, on ne trouvera qu'un simple alignement de quatre étoiles peu remarquables, qu'on aurait pu aussi bien

baptiser «clochette» ou «Canal» selon l'humeur du moment.

Concernant la Grande Ourse, il faut y réfléchir à deux fois avant de déclarer qu'il n'y a pas de ressemblance avec l'animal: car de façon troublante, on sait que plusieurs civilisations anciennes voient effectivement un ours à cet endroit du ciel. Peut-être, après tout, ne sommes-nous plus assez familier.e.s de cet animal vénéré par les Indiens d'Amérique (et sans doute d'autres peuples aujourd'hui disparus) pour comprendre en profondeur cette similitude. Mais en ce qui concerne Andromède, il faut se rendre à l'évidence: ces quatre étoiles alignées ne peuvent vraiment pas faire penser à une des plus belles femmes de la mythologie grecque.

Pourtant, dire que les Anciens ont une «imagination naïve» m'attriste; car cela témoigne, me semble-t-il, d'une méconnaissance de la richesse de la mythologie et du rôle capital du ciel nocturne pour les

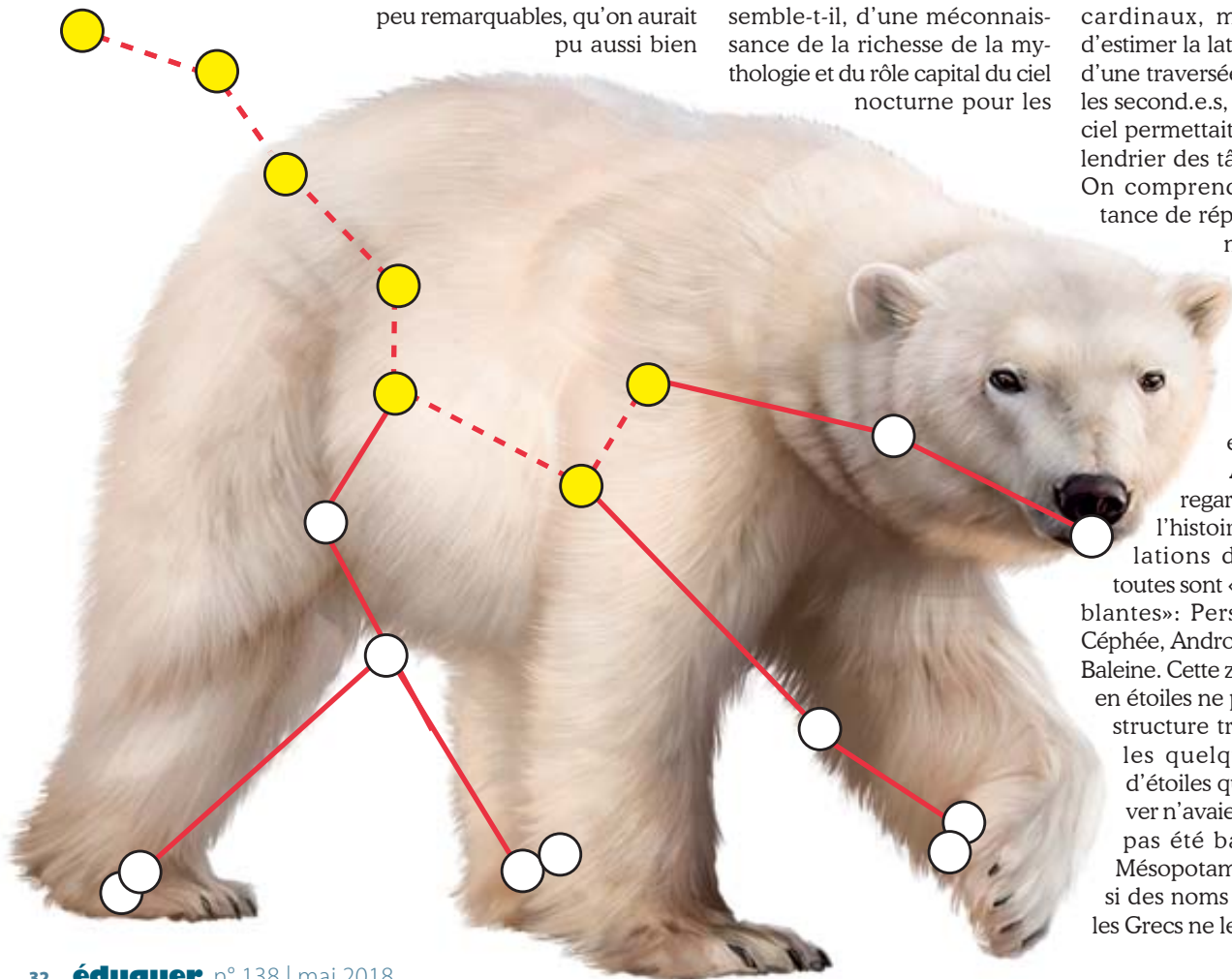
Anciens. De plus, ce jugement contribue à l'illusion tenace suivant laquelle l'intelligence et la rationalité de notre espèce augmentent avec le temps, moyennant quoi les peuples médiévaux étaient naïfs et enfantins, et les Hommes de l'âge de pierre quasi-stupides. Au contraire, comme nous allons voir, nommer les constellations d'après des personnages mythiques, même sans ressemblance, me semble être une remarquable preuve d'intelligence pratique.

Apprendre le ciel grâce à Persée et Andromède...

En effet, pendant des centaines d'années, connaître le ciel était un atout important, notamment pour les navigateur.trice.s, mais aussi pour les agriculteur.trice.s. Pour les premier.e.s, le ciel nocturne permettait non seulement de trouver les points cardinaux, mais également d'estimer la latitude et la durée d'une traversée nocturne. Pour les second.e.s, l'observation du ciel permettait d'établir un calendrier des tâches agricoles.⁴ On comprend alors l'importance de répertorier et nom-

mer le plus grand nombre de régions du ciel, aussi importante, au fond, que de nommer les mers, les îles et les rivières.

À titre d'exemple, regardons de plus près l'histoire de six constellations d'automne, qui toutes sont «très peu ressemblantes»: Persée, Cassiopée, Céphée, Andromède, Pégase, la Baleine. Cette zone peu peuplée en étoiles ne présentait pas de structure très frappante, et les quelques ensembles d'étoiles qu'on peut y trouver n'avaient probablement pas été baptisées par les Mésopotamiens - du moins, si des noms ont été donnés, les Grecs ne les ont pas repris.⁵



« Ainsi, de même que l'Europe est divisée en 51 pays, tout le ciel est divisé en 88 constellations officielles reconnues par les astronomes du monde entier. »

Les Grecs ont alors placé dans cette région du ciel tous les principaux personnages d'un fragment de leur mythologie, l'histoire du sacrifice d'Andromède: «*Il était une fois Cassiopée, la reine d'Égypte, qui un jour ose comparer sa beauté à celle des nymphes marines. Quelle arrogance! Poséidon se fâche et envoie une créature marine (la Baleine) ravager les côtes du pays. Pour calmer le courroux du dieu de la mer, le roi Céphée n'a d'autre choix que de sacrifier leur fille Andromède, qui sera livrée enchaînée au monstre marin. Mais arrive le héros Persée, montant Pégase le cheval ailé. Il tue la baleine (grâce à son épée et au regard pétrifiant de la tête de la Méduse qu'il vient de couper) et sauve Andromède.*». Voici ce qu'on racontait peut-être à un enfant en lui montrant, un soir d'automne, un semis d'étoiles moyennement brillantes qui devient ainsi une sorte de «diorama de la geste antique.»⁶

... Ou grâce à Nelson Mandela et la Vierge Marie

Quelle belle trouvaille pédagogique! On ne peut imaginer meilleure idée pour apprendre le ciel que d'y associer des histoires mythiques, partagées par toutes et tous! Grâce à ces repères puisant dans l'imaginaire commun, chacun peut retrouver ses marques dans le ciel nocturne. Si de nos jours, on devait nommer des constellations dans le but vital de les faire apprendre au plus grand nombre, on trouverait excellente l'initiative de choisir des héros (réels ou non, peu importe) de la mythologie moderne: au lieu de Persée, Céphée, Cassiopée et

Andromède, on pourrait penser à Luke Skywalker, Nelson Mandela, la Vierge Marie ou Angelina Jolie. Même si cela n'a sans doute pas mis en place consciemment ni de façon organisée, cette démarche grecque de placer dans le ciel des personnages ou des objets peut donc être vue comme un moyen mnémotechnique astucieux pour permettre un apprentissage important.

Vu ainsi, il n'est pas si gênant que les constellations ne ressemblent pas aux personnages annoncés. Les Grecs voyaient peut-être ces constellations simplement comme une sorte de signalétique: ils ont donné des noms poétiques et faciles à mémoriser à quelque chose qui ne ressemblait à rien. Après tout, notre civilisation également donne de jolis noms, à des personnes par exemple, sans souci de ressemblance. Monsieur Loiseau aime-t-il voler, Madame Rose cueille-t-elle des fleurs mauves? Peu importe. Ces noms nous permettent simplement de savoir de qui on parle - bref, de s'y retrouver.

Plus durable que le GPS

Naïfs, les Grecs? Finalement, il me semble que ce sont nous, modernes ayant perdu de vue l'utilité du ciel nocturne et la puissance évocatrice des mythes populaires, qui sommes bien terre-à-terre de vouloir systématiquement chercher des ressemblances dans toutes les constellations, et à prendre les Anciens (Grecs, Mésopotamiens, Hommes de l'âge de pierre) pour des enfants. Cette profusion de héros et d'animaux plus ou moins fantastiques dans le

ciel, ce n'est pas de la naïveté, ni du manque de discernement, mais plutôt une tentative réussie de donner du sens au monde en faisant appel à la mémoire et à l'imagination. En choisissant d'associer leurs mythes locaux à des alignements d'étoiles, une civilisation a permis de mettre en place un moyen performant de localisation, moins précis peut-être, mais infiniment plus robuste et durable que les horloges atomiques et le GPS.

1. Lu, par exemple, sur http://monglane.a2co.org/chouette_corbeau.htm: «*Apollon, ulcéré par son mensonge, les projeta tous trois dans le ciel où, avec la naïve imagination des Anciens, on peut voir l'Hydre, à l'est, empêcher le Corbeau d'atteindre la Coupe...*».
2. J.H. Rogers, *Origins of the ancient constellations: the Mediterranean tradition*, consultable sur <http://adsabs.harvard.edu/full/1998JBAA..108...79R>
3. Une année-lumière correspond à environ dix mille milliards de km, mais cette distance reste très petite à l'échelle de l'Univers.
4. Le terme canicule est dérivé du latin *canis*, le chien. Vers l'an -1000, lorsque l'étoile Sirius (constellation du Grand Chien) se levait avec le soleil, on était en juillet, et de fortes chaleurs risquaient de survenir.
5. J.H. Rogers, op. cit.
6. J.H. Rogers, op. cit.

activités

Les régionales de la Ligue proposent...

...des formations, des animations, des ateliers, pour adultes et enfants et diverses visites guidées.

Régionale du Brabant wallon

Renseignements et inscriptions:

LEEP du Brabant wallon
Avenue Napoléon, 10
1420 Braine-l'Alleud
Tél.: 067 / 21 21 66

Régionale de Charleroi

(à la Maison de la Laïcité)

Renseignements et inscriptions:

LEEP de Charleroi
Rue de France, 31 à 6000 Charleroi
Tél.: 071/53.91.71 - Fax: 071/53.91.81
Courriel: pascal.modolo@laicite.net

Régionale du Hainaut occidental

(à la Maison de la Laïcité)

Renseignements et inscriptions:

LEEP de Tournai
Rue des Clairisses, 13 à 7500 Tournai
Tél.: 069/84.72.03 - Fax: 069/84.72.05
Courriel: leep.tournai@gmail.com

Régionale de Liège

Renseignements et inscriptions:

LEEP de Liège
Boulevard d'Avroy, 86 à 4000 Liège
Tél.: 04 / 223 20 20

Régionale du Luxembourg

Renseignements et inscriptions:

LEEP Luxembourg
Rue de Sesselich, 123 à 6700 Arlon
Tél.: 063/21.80.81 - Fax: 063/22.95.01
Courriel: ateliersartligue@gmail.com
www.ateliersartligue.be

Régionale Mons-Borinage-Centre

Renseignements et inscriptions:

LEEP de Mons
Rue de la Grande Triperie, 44 à 7000 Mons
Tél/Fax: 065/31.90.14 -
Courriel: leepmonsbor@yahoo.fr

Régionale de Namur

Renseignements et inscriptions:

LEEP de Namur
Rue Lelièvre, 5 à 5000 Namur
Tél.: 081/22.87.17 -
info.leepnamur@gmail.com
ligue-enseignant-namur.be

